

DES PERSONNES CÉLÉBRANT UN MARIAGE
GAY ARRÊTÉES PAR LA GENDARMERIE

L'IMPENSABLE
À CONSTANTINE

Lire en page 24

L'EXPRESSION

Le Quotidien

Dimanche 26 juillet 2020 - N°6035- Prix : Algérie 30 DA — <http://www.lexpressiondz.com> — ISSN 1112-3397 — Directeur Fondateur : AHMED FATTANI

ANGOISSE, PEUR ET DOUTE SUR LA FIN DE LA PANDÉMIE

DE QUOI SERA FAIT

DEMAIN ?

Lire nos articles en pages 2, 3, 4 et 6



**GHANNOUCHI AFFRONTÉ JEUDI,
AU PARLEMENT, UNE MOTION
DE RETRAIT DE CONFIANCE**

**Un nouveau chef
du gouvernement
pour la Tunisie**

Lire en page 17 l'article
de Chaabane Bensaci

YUCEF MERAHI

**Le poète qui
brûlera la mer**

Yucef Merahi écrivait de la poésie sans
se lasser et sans jamais songer passer
à un autre genre, mais il a fini par
s'abandonner à l'essai et au roman...

Lire en page 22 l'article de Aomar Mohellebi

BILAN COVID-19 CES DERNIÈRES 24 HEURES

605 NOUVEAUX CAS, 383 GUÉRISONS ET 10 DÉCÈS

18 076 GUÉRISONS, 1 146 DÉCÈS DEPUIS LE DÉBUT DE L'ÉPIDÉMIE

**LE MAROC S'ATTAQUE À L'ALGÉRIE,
SON PRÉSIDENT ET SON PEUPLE**

DANGEREUSE ESCALADE

Lire en page 24 l'article
de Brahim Takheroubi

Curieusement, nous
ne lisons jamais de
critiques aussi
acerbes contre
Israël. Mais on a les
fiertés qu'on peut.
Quand on
s'enorgueillit d'avoir
10 Marocains dans
le nouveau
gouvernement
sioniste, on voit mal
le régime
monarchique
refuser quelque
chose à Israël.



**MISSION SUR LA MÉMOIRE
DE LA COLONISATION
ET DE LA GUERRE D'ALGÉRIE**

**Macron désigne
Benjamin Stora**

L'objectif est de «dresser un
état des lieux juste et précis
du chemin accompli en
France» concernant la
colonisation et la guerre
d'Algérie, a annoncé l'Elysée.

Lire en page 24 l'article
de Mohamed Touati

**ABDELLAH DJABALLAH
À PROPOS
DE LA FERMETURE
DES MOSQUÉES**

**«C'EST UNE
AGRESSION
CONTRE
L'ISLAM»**

Lire en page 4 l'article
de Hocine Neffah

RÉCEPTION, HIER, D'UN NOUVEAU DON DE MATÉRIEL MÉDICAL

Les hôpitaux se préparent «au pire»

■ L'HEURE est au renforcement des hôpitaux par des moyens de protection contre le coronavirus.

■ MOHAMED AMROUNI

Les hôpitaux se préparent sans relâche à l'éventualité d'accueillir un nombre sans précédent de patients, certains s'apprentent à recevoir le matériel adéquat pour ce faire. C'est le cas de plusieurs services dédiés à la prise en charge des patients atteints du Covid-19 dans les hôpitaux des wilayas de Tamanrasset et In Salah.

En effet, un avion a décollé hier matin pour distribuer des équipements et des matériels médicaux de protection et de prévention du coronavirus aux différents établissements hospitaliers relevant des deux wilayas du Sud. C'est ce qu'a affirmé, hier, le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, en visite à la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), Alger. Il ressort des déclarations de Benbouzid, également, que d'autres matériels et équipements utilisés dans la lutte contre la pandémie seront acheminés vers d'autres services prévus pour la prise en charge des patients atteints du Covid-19 dans les hôpitaux de plusieurs wilayas. Le ministre de la Santé a en effet précisé dans ce sens que «des dons seront acheminés à travers les différentes wilayas et ce, en fonction de la demande et des études établies par les directions régionales de la



santé». Une approche nécessaire à la démarche stratégique nationale de lutte contre le virus, par laquelle le ministre veut également anticiper les perturbations à venir et qui peuvent être engendrées par un scénario «pessimiste, mais probable», outre le fait qu'on ne peut pas soigner «sans équipement médical» pendant une épidémie, il est déterminant pour un hôpital d'être extrêmement bien préparé à la

hausse brutale du nombre de patients à traiter et s'adapter aux besoins des patients. Il y a lieu de noter que les dons envoyés, hier, depuis la PCH vers les services réservés à la prise en charge des patients atteints du Covid-19 dans les hôpitaux des wilayas de Tamanrasset et In Salah, concernant une aide médicale turque, consentie dans le cadre de la lutte contre le coronavirus. Benbouzid a, par ailleurs,

assuré que «des efforts seront fournis pour parvenir à des solutions opératoires qui auront des résultats palpables et patents».

En cas de saturation prochaine des hôpitaux, le ministre avait, pour rappel, fraîchement déclaré avoir «appelé à exploiter les hôtels et des centres relevant de différents secteurs pour prendre en charge les personnes contaminées par le Covid-19, afin d'atténuer la pression sur les hôpitaux».

Cela avant de conclure que «la priorité de son département consiste à éliminer le coronavirus en mobilisant tous les moyens nécessaires et en accompagnant les staffs médicaux et paramédicaux dans cette crise sanitaire».

Les équipements offerts par la Turquie à l'Algérie comportent 25 unités d'urgence, 50 000 masques chirurgicaux, 25 000 paires de combinaisons de protection, 50 000 masques N95, 30 000 kits de diagnostic PCR et deux appareils PCR. S'exprimant, par la même occasion, depuis le siège de la PCH où le don a été réceptionné, l'ambasadrice de Turquie en Algérie, Mahinur Ozdemir Goktas, a indiqué que ces appareils médicaux d'assistance respiratoire, au nombre de 25, sont une «pure fabrication turque et peuvent être utilisés à long terme». Le don est composé également, a-t-elle fait savoir, de thermo-

cycleurs pour PCR, de masques à trois plis, de masque de protection FFP2 et de combinaisons avec cagoules.

«L'Algérie est un pays frère et nous avons une histoire et une tradition commune. Et c'est dans le cadre de la solidarité et avec honneur, que nous faisons don de ce matériel médical pour vous accompagner dans votre lutte contre le coronavirus», a-t-elle déclaré.

Cela avant d'ajouter que «l'Algérie et les Etats-Unis sont les seuls pays à avoir reçu de la Turquie des aides de cette nature». Accompagné, lors de cette sortie du ministre délégué chargé de la Réforme hospitalière, le professeur Ismaïl Mesbah, le ministre de la Santé a souligné, pour sa part, la relation «fraternelle» qu'entretient l'Algérie avec la Turquie, qui s'est consolidée avec «cette aide précieuse de moyens de protection, mais surtout par des appareils respiratoires du type que nous souhaitons et qui aident les personnes en souffrance respiratoire». Il a évoqué, à cette occasion, la possibilité de développer un axe de collaboration avec la Turquie, afin de se procurer, notamment d'autres appareils respiratoires, des appareils PCR pour test et des combinaisons.

MA.

DOCTEUR OMAR HAOUCHINE, MÉDECIN SPÉCIALISTE, À L'EXPRESSION

«L'AÏD LAISSE CRAINDRE LE PIRE !»

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
■ WALID AÏT SAÏD

Le docteur Haouchine est médecin spécialiste en gastro-entérologie. Il nous fait part de ses craintes liées à la célébration de l'Aïd El Adha en avouant que les lendemains de cette fête hantent déjà le personnel médical. Il appelle les citoyens à éviter de prendre des risques inutiles, tout en demandant à ceux qui ont décidé de faire le sacrifice de prendre toutes les précautions nécessaires. Il donne quelques pistes afin d'éviter le pire, tout en rétorquant : « Que chacun fasse son sacrifice et reste chez soi... ».

L'Expression : Comment se présente la situation épidémiologique en Algérie ?

Docteur Omar Haouchine : La situation est très délicate. Nous sommes en train de vivre une période très dure avec des records de contaminations quasi quotidiens. L'épidémie bat actuellement son plein avec plus de 600 cas de contaminations/jour. On n'aurait jamais imaginé que l'on puisse arriver à un tel chiffre. Il y a un mois, la situation semblait maîtrisée et on s'inquiétait de voir le nombre de contaminations dépasser les 200 cas/jours. Aujourd'hui, on est à trois fois plus de cas avec un personnel médical usé et épuisé physiquement et moralement. De plus, les établissements commencent à arriver à saturation. L'exemple le plus frappant est ce qui se passe à Sétif et Biskra avec une contamination massive de la population. Au rythme où vont les choses, on risque de vivre encore des moments très difficiles dans les prochaines semaines...

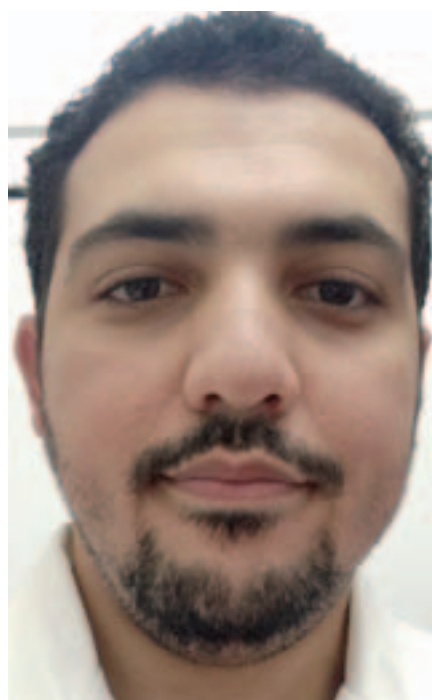
À vous entendre, on ne peut espérer une baisse prochaine du nombre de cas ?

Ecoutez, à l'heure actuelle, personne ne peut vous dire quand finira cette épidémie et comment elle finira. En Algérie, nous avons connu un haut plateau durant

plusieurs semaines pensant que l'épidémie était derrière nous. Tous les spécialistes s'accordaient à dire que le pic de l'épidémie avait été atteint au mois d'avril dernier. Nous avons même enregistré une décrue avant que le nombre de contaminations ne reparte à la hausse après le déconfinement et le relâchement enregistré chez la population. On ne connaît pas exactement le comportement de cette épidémie qui diffère de toutes celles qu'a connues l'humanité. Maintenant, nous sommes en plein dedans et nous ne savons pas encore quand le pic sera atteint. Il faut s'attendre dans les prochains jours à voir des chiffres de plus en plus élevés, à cause partiellement du non-respect des règles de prévention par les citoyens. La seule note d'espoir est le fait que le nombre de décès journalier reste stable. Néanmoins, l'après-Aïd El Adha nous laisse craindre le pire...

Vous craignez donc que le maintien de la fête de l'Aïd accentue l'épidémie ?

Absolument ! Médecins et scientifiques ont émis des réserves sur le maintien de cette fête dans les conditions épidémiologiques actuelles. Le personnel médical s'inquiète vraiment des conséquences de cette décision. On appréhende le pire pour l'après-Aïd. Je vous avoue qu'entre collègues on ne parle que de ça. Car, toutes les habitudes et traditions de cette fête religieuse favorisent la circulation du virus. Cela commence par les marchés à bestiaux qui présentent un risque énorme par le contact étroit entre les vendeurs et les clients. De plus, on ne connaît pas encore parfaitement le comportement du Covid-19. Peut-il être transmis à travers la laine de moutons Il y a également les risques liés au rituel du sacrifice qui se fait habituellement collectivement avec contact rapproché et partage des instruments. Cela sans parler de l'échange de salive au moment de gonfler le mouton pour le dépecer. À tout cela, il faut ajouter le



risque de visites familiales qui sont sacrées pour les Algériens et se terminent par bises et accolades. On n'a qu'à voir les conséquences de l'Aïd El Fitr, qui s'est fait dans de meilleures conditions épidémiques et dont le risque ne concernait que les visites familiales, pour avoir une idée de ce qui nous attend !

Doit-on alors aller vers un confinement de deux jours comme durant l'Aïd El Fitr ?

Je n'ai pas le pouvoir de dire ce que nous devons faire ou ne pas faire. Cependant, du point de vue scientifique cette solution ne sert absolument à rien. La maladie circule activement, et ce n'est pas deux jours de confinement total qui vont régler les choses. Comme on l'a vu durant l'Aïd El Fitr, ce confinement ne fait que reporter les choses. Juste à la fin de

ces deux jours, beaucoup de nos concitoyens avaient rendu visite à leurs proches, provoquant la première recrudescence de l'épidémie. Il est impératif de sensibiliser la population sur ces risques, et penser à une solution radicale pour freiner une bonne fois pour toutes l'épidémie. Un confinement total de 15 jours ? Je ne saurais vous dire. Mais il est primordial de frapper très fort car la situation risque de devenir très vite hors de contrôle.

La réalité est donc que l'Aïd sera célébré malgré les avertissements du corps médical. Quels conseils donnez-vous aux Algériens pour minimiser les risques ?

Effectivement, on a décidé de maintenir ce sacrifice il faut maintenant l'assumer. On doit alors s'organiser afin d'éviter le pire. La célébration et le sacrifice, notamment dans les quartiers populaires et cités (sachant que la majorité des Algériens vit dans des immeubles), doit se faire avec un respect total des règles d'hygiène et de distanciation sociale. Par exemple, il faut mettre en place un système de marquage des places désignées pour le sacrifice. On peut également proposer un système de 1 heure pour chaque trois familles à la fois, tout en maintenant une distance d'au moins 2 m entre chaque individu. Il est primordial de ne pas faire de travail collectif entre voisins. Chaque famille fait son sacrifice seule. Ne pas se partager les instruments et les couteaux, ne pas insulfer par la bouche pour gonfler la peau du mouton. Le port de masque doit être constant et permanent durant toute procédure. Tout comme les règles d'hygiène. On peut aussi étaler la période du sacrifice sur les 3 jours de l'Aïd, comme la religion l'autorise. Cela afin de ne pas concentrer tout le monde sur le premier jour et dans le même endroit. Enfin, il faut prohiber le déplacement et les visites. Que chacun fasse son sacrifice et reste chez soi...

W.A.S.

ANGOISSE, PEUR ET DOUTE SUR LA FIN DE LA PANDÉMIE

De quoi sera fait demain ?

FACE au Covid-19 qui assombrit les lendemains de toute la planète Terre, chacun fait de son mieux. Malheureusement, le virus gagne chaque jour un peu plus de terrain.



■ HASNA YACOUB

En mars, tous les Algériens appréhendaient le confinement, mais avaient grand espoir qu'en cédant quelques semaines de liberté, ils allaient vite reprendre le train de leur vie. Tous pensaient que l'été se passerait, au bord de la mer, sans coronavirus.

Une récompense bien méritée après l'énorme sacrifice. Grande déception. Aujourd'hui, non seulement les restrictions sont maintenues, mais le risque s'est aggravé.

La pandémie se propage à un rythme effréné avec près de 5 000 contaminations par semaine dont une centaine de morts ! La courbe ascendante de Covid-19 en Algérie inquiète à plus d'un titre. Il y a, en premier lieu, le risque de saturation des structures sanitaires qui, certes, pour l'heure, arrivent à gérer le flux incessant de malades, mais ne pourront plus le faire si la courbe ne décline pas. Il y a aussi l'état d'épuisement du corps médical qui lutte sans relâchement, depuis presque 5 mois, contre la propagation de la maladie.

L'équation est simple à comprendre : le nombre de médecins est constant, celui des lits aussi, alors que le nombre des malades est en hausse. On risque tout simplement de sortir d'une situation encore gérable pour basculer dans une réelle catastrophe. Même si le nombre de guérisons enregistré est très appréciable, il n'en demeure pas moins qu'avec 20 000 cas mensuels – un nombre qui risque de se voir multiplier, en quelques semaines, en raison de la propagation exponentielle du virus et de son taux de transmission (2,5) – le danger frappe à notre porte. Il ne s'agit nullement de faire enfler la panique, mais de tirer la sonnette d'alarme. Il faut se dire des vérités et crûment comme l'a fait, le professeur Salmi, intervenant sur le site électronique TSA. Le chef de service réanimation du CHU Mustapha Pacha, n'a pas peur des mots. « On risque de transformer une situation encore gérable et basculer dans une réelle catastrophe. C'est-à-dire une situation où l'on sera obligé de faire le choix : réanimer qui et laisser qui ? Ce que l'on ne souhaite pas », a-t-il dit. Une telle déclaration, donne froid dans le



La détresse sociale se fait sentir

dos, mais face à un danger planétaire, il ne faut pas se voiler la face. L'Algérie lutte sans relâche depuis le début de la pandémie et même un peu avant, mais n'arrive toujours pas à voir le bout du tunnel. À qui la faute ? À nous tous car il ne s'agit pas de faire porter le chapeau à l'Etat pour mauvaise gestion de la crise, ni aux citoyens pour leur inconscience et déni de la maladie. Face au Covid-19 qui assombrit les lendemains de toute la planète Terre, chacun fait de son mieux. Malheureusement, l'être humain n'est pas parfait et ses erreurs font que le virus gagne chaque jour un peu plus de terrain. Les victimes du virus se comptent par centaines de milliers dans le monde et des pays ont confiné, déconfiné pour reconfiner.

Les clusters apparaissent, disparaissent pour réapparaître ailleurs. Contre cet ennemi invisible, la lutte s'avère donc très compliquée pour tout le monde. Et c'est le cas de l'Algérie qui n'arrive non seulement pas à maîtriser la maladie depuis des mois, mais s'enlise chaque jour, un peu plus. Pourtant, des mesures strictes ont été prises entre confinement total, isolement de villes ou encore fermeture des frontières, des écoles, des stades... Masques, gels hydro-alcooliques et distanciation sont obligatoires. Campagnes de sensibilisation, prêches d'imams, spots publicitaires... Rien n'a été laissé au hasard par l'Etat qui a prévu un budget spécial pour lutter contre le coronavirus et a doublé sa

capacité d'accueil et ses moyens sanitaires pour une bonne prise en charge des malades.

Le citoyen, lui, a adhéré à cette guerre sans merci contre le virus. Certes, il y a des récalcitrants qui mettent la vie d'autrui en danger, mais ce n'est pas la majorité. Où est la faille alors ? Il n'y en a pas forcément une. Car, il ne faut pas se comparer à la Chine, le pays où est apparu le virus, mais qui a réussi à le déloger en 3 mois. La Chine est l'exception et non la règle. Il faut se chercher des solutions propres à l'Algérie, à ses capacités et à la culture de son peuple. Car, actuellement, tous les spécialistes sont unanimes à affirmer que la circulation du virus est particulièrement forte. Et avec l'approche de l'Aïd el Adha, le risque d'une large contamination n'est pas à écarter en raison des traditionnels rassemblements organisés pour cette fête que ce soit les rencontres familiales ou les visites aux cimetières. Mais, il n'y a pas que l'Aïd qui pose problème. Il y a le poids du confinement et des restrictions qui commencent sérieusement à peser. Pour de nombreuses familles, la situation est intenable sur le plan financier. Ces dernières n'ont plus la capacité de penser au risque du Covid-19 face aux lendemains incertains. Elles ne sont pas les seules dans ce cas, tous les Algériens se posent la même question : de quoi sera fait demain ?

H.Y.

LA COMMISSION DE LA FETWA DÉTAILLE LES MESURES À PRENDRE LE JOUR DE L'AÏD

Des «réaménagements» sont possibles et d'autres non

IL S'AGIT d'éviter une propagation du virus, à travers la proscription de tout rassemblement important de citoyens le jour J.



■ Saïd BOUCETTA

Quelques jours après un communiqué qui recommande le sacrifice du mouton à l'occasion de l'Aïd el Adha, tout en émettant des conditions pas évidentes de se rassembler à moins d'habiter une grande maison individuelle, avec jardin, la Commission ministérielle de la fetwa a émis une série de recommandations, en rapport avec les autres rituels gravitant autour de l'acte sacrificiel. On retiendra prioritairement du document du ministère des Affaires religieuses, l'interdiction de la prière collective le jour de l'Aïd. Même si cette mesure était attendue, elle constitue néanmoins une

contrainte assez sérieuse dans l'accomplissement des rites liés à la fête du sacrifice. Il est entendu que Salat el Djamâa qui précède la khotba de l'Aïd est l'un des piliers essentiels du rite. La raison impérieuse du Covid-19 est invoquée, à juste titre, pour enjoindre les fidèles à accomplir leur prière à domicile, «en groupe ou individuellement», une demi-heure après le lever du soleil. La commission de la fetwa s'est sentie obligée de préciser que le prêche (khotba) de l'Aïd ne doit pas avoir lieu. Les citoyens sont simplement informés que «l'égorgement des bêtes du sacrifice doit se faire après l'accomplissement de la prière».

Ces «réaménagements» du rite ont un seul objectif, à savoir éviter une propagation du virus, à travers la proscription de tout rassemblement important de citoyens, le jour J. La fetwa n'évoque pas nécessairement les visites familiales, ni les marchés à bestiaux habituellement très

fréquentés les jours précédant l'Aïd el Adha. Ces deux faits liés à l'accomplissement de la Sunna, ne figurent pas dans le document de la commission des fetwas. Un «réaménagement» un peu plus poussé, appelle par exemple les citoyens à faire un don financier à hauteur de la valeur de la bête à sacrifier, n'ayant pas été retenu dans la précédente fetwa, les bousculades dans les marchés s'en trouvent incontournables. Donc, à bien lire la «fetwa explicative», il est des réaménagements possibles et d'autres non.

Cela pour le « fond » de la cérémonie religieuse. Pour le reste, la commission estime que les mosquées devraient diffuser « le takbir » (évocation d'Allah) et le tasbeeh via les haut-parleurs. L'objectif de cette recommandation tient dans un désir de rééditer le scénario de l'Aïd el Fitir où les mosquées ont meublé quelque peu la monotonie d'une fête pas comme les autres. Il est clair que les Algériens qui

voudraient préserver les traditions en rapport avec cette fête précisément seront sensibles aux appels des mosquées, dont la fonction est de perpétuer, d'une manière symbolique, l'attachement de la société aux rites religieux. Pour la commission des fetwas, le «clin d'œil» des mosquées sert aussi à «répandre la joie et le bonheur en cette journée de fête religieuse».

La commission rappelle que «se concurrencer dans la réalisation des actes aimés et recommandés fait partie des grands actes en ces jours de Dhou Al Hidja à travers notamment le renouvellement du repentir, l'Istighfar l'imploration du pardon, la tolérance, la cohésion, la récitation du Coran, le dhikr et le takbir en sus de l'aumône et le jeûne le jour de Arafat». Autant d'actes authentiquement religieux qui n'enfreignent en rien les mesures sanitaires, nécessaires pour éviter un effondrement du système national de santé.

S.B.

L'EDITORIAL

Vivre avec le Covid-19

■ CHAABANE BENSACI

La propagation du nouveau coronavirus, à travers le monde, ne faiblit pas et justifie, par voie de conséquence, le discours, qualifié d'alarmiste, que prodigue, sans cesse, l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Celle-ci pointe, d'ailleurs, le continent africain, en soulignant les facteurs qui seraient à la source de la flambée de la pandémie, dans des pays, jusque-là, relativement épargnés par le terrible virus : manque de moyens sanitaires, pauvreté parfois extrême, environnement aussi dur que démuné du minimum vital. Dernier en date, l'avertissement a concerné une conjonction de l'épidémie actuelle et de la vague saisonnière de la grippe, fin 2019. À chaque jour suffit sa peine. Pour l'instant, il s'agit de poursuivre la lutte contre un Covid-19 qui n'a pas fini de déjouer tous les pronostics et qui est devenu, en quatre mois, une obsession majeure, pour l'ensemble de la planète.

En Algérie, où la situation semble relativement maîtrisée, malgré les multiples insuffisances dans la mise en œuvre et le respect strict des mesures de protection, l'arrivée prochaine de l'Aïd el Adha tend à accroître l'angoisse légitime des responsables des structures sanitaires, notamment. Ce n'est un secret pour personne que de dire à quel point des citoyens, de tout âge, persistent dans le déni de la pandémie et refusent, obstinément, le port du masque ainsi que la distanciation nécessaire, dans les endroits publics. Dans presque toutes les villes du pays, on observe cet étrange comportement qui, lorsqu'il se manifeste, à grande échelle, devient, vite, un facteur de grave mise en péril de la stratégie engagée par les autorités du pays, avec tous les sacrifices que cela suppose, notamment sur le plan économique.

Sans doute, les campagnes d'information et de sensibilisation n'ont-elles pas eu l'effet escompté, auquel cas elles doivent être, à la fois, poursuivies et renforcées. À la veille de la célébration d'une fête, aussi particulière que celle de l'Aïd el Adha, ces campagnes renforcées ne trouveront un écho réel que si elles sont accompagnées par une réaction attentive et déterminée des services de police et de gendarmerie pour sanctionner les dépassements dont on voit bien qu'ils ne vont pas cesser, comme par enchantement. Et pour un meilleur impact, il faudrait qu'elles soient relayées par les associations culturelles et culturelles qui bénéficient d'un ancrage efficace, au sein de la société. L'enjeu de ce rendez-vous traditionnel est particulièrement grave et tout doit être fait pour que les données de la propagation du virus, en constante augmentation, ces dernières semaines, ne deviennent encore plus tragiques.

C. B.

DANGEREUSE ESCALADE VERBALE DE ABDELLAH DJABALLAH QUI RÉCIDIVE

«La fermeture des mosquées est une agression contre l'islam»

Le jeu trouble des islamistes de tous bords montre que la mouvance qui fait de la théocratie son leitmotiv ne rate aucune occasion pour rebondir.

■ HOCINE NEFFAH

Le président du Front de la justice et de développement, Abdellah Djaballah, a osé déclarer que «la fermeture des mosquées est considérée comme agression contre l'islam» (sic). Le jeu trouble des islamistes de tous bords montre on ne peut plus clair que la mouvance qui fait de la théocratie son leitmotiv ne rate aucune occasion pour rebondir à la surface pour afficher ses objectifs et son programme pétri d'obscurantisme et d'inepties historiques. Ce quidam qui aime imiter le chef de file de l'internationale des Frères musulmans en Turquie même à travers l'appellation, comme c'est le cas pour le parti islamiste au pouvoir du président Erdogan, n'a plus rien à dire hormis de verser dans le vindicatif et l'invective comme moyen pour se faire entendre et avoir de l'audimat auprès des crédules et les simplistes. La déclaration de ce représentant radical de la variante islamiste est dangereuse étant donné que ce dernier incite d'une manière indirecte les citoyens à braver la pandémie de coronavirus et ses conséquences ravageuses pour occuper les mosquées qui sont fermées pour une raison

des plus indispensables, à savoir la crise sanitaire majeure et ses retombées sur la vie humaine et la santé publique. Cet islamiste est allé jusqu'à dire que «cette fatwa est une discussion de café, aucun savant n'a soutenu cette démarche contraire aux principes de l'islam», a-t-il soutenu.

D'abord, il y a cette espèce d'arrogance chère à ces islamistes, de l'autre le mépris et le dédain développés à l'égard de tout ce qui est différent de leur bigoterie qui frise la sornette. Pour ce représentant de l'islamisme radical et moyenâgeux, il n'y a que les tenants du salafisme takfirit qui sont dignes de la pureté et de la justesse absolue quant à une interprétation des préceptes islamiques. Mais le comble de l'ironie, c'est que ce quidam n'a cure de ses paradoxes et ses sorties burlesques. Il a presque considéré la pandémie de Covid-19 comme événement ordinaire en rappelant que « beaucoup de pays ont ouvert leurs mosquées », en soutenant cette déclaration par une démarche saugrenue consistant à banaliser la pandémie. La mouvance islamiste fait face à une espèce de déroute sur le plan de la mobilisation, elle sait pertinemment que le temps de la manipula-



Un islamiste qui campe sur ses positions

tion commence à se rétrécir telle une peau de chagrin. Les tenants du projet théocratique sont conscients, qu'une fois l'enjeu de la mosquée retiré de leurs pieds cela pourrait rendre leur tâche périlleuse et délicate quant au processus de l'endocritinement et de bourrage de crânes des citoyens lambda et livrés à leur sort sur le plan politique et culturel dans une

ambiance de vide sidéral et de pauvreté intellectuelle des plus désastreuses.

La dernière déclaration du président du FJD s'inscrit dans ce qui est appelé dans le jargon des nébuleuses islamistes de partage des rôles et une stratégie de diversion accompagnée d'une «takia» qui ne dit pas son nom quant aux autres enjeux qui se font maquiller par des

considérations somme toute futiles et sans importance qui ciblent le fondement théocratique et obscurantiste de leur démarche stratégique.

Les islamistes et leur mouvance prouvent s'il en est que leur raison d'être se fait nourrir que dans des situations de crise et d'impasse. Leur projet totalitaire et fasciste n'est que l'expression d'une crise dans laquelle ils essayent de se faire une voie pour jouer les trouble-fêtes et semer leur terreur et leur barbarie. Mais le programme politique et sociétal n'est pas conforme aux exigences d'un mouvement historique en parfaite dialectique et synergie avec l'ère du temps et ses évolutions.

Le discours de Djaballah en est le révélateur, voire la preuve saillante d'une banqueroute et une faillite du discours islamiste fondé sur la duplicité et la versatilité.

Il est temps de revoir l'approche juridique et les artifices de lois pour faire face à cette déferlante obscurantiste qui constitue une véritable menace pour l'Etat et la société.

Un nouveau aggrégement et un nouveau paradigme dont la sécularité est devenue plus que jamais une exigence historique et politique. **H.N**

LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE « RASSURE »

Offre abondante des produits agricoles

CETTE assurance de disponibilité des produits maraîchers concerne toute l'année.



Une nouvelle qui va rassurer les ménages durant l'Aïd

■ ABDELKRIM AMARNI

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural (madr) a rassuré jeudi dernier sur la disponibilité des produits agricoles dans les marchés notamment durant la fête de l'Aïd El Adha et tout au long de l'année. Il explique la disponibilité de cette offre par l'abondance des fruits et légumes de saison, en dépit de la pandémie de Covid-19.

« Il y a une abondance des fruits et légumes de saison qui nous permet d'assurer l'approvi-

sionnement du marché tout au long de l'année et de nous éviter des manques durant la fête de l'Aïd El Adha », a indiqué le directeur de la régulation et du développement de la production agricole (Drpda), Messaoud Bendridi. Ce dernier a mis en avant le dur labeur des agriculteurs qui ont relevé le défi de la production en continuant de travailler au niveau de leurs exploitations agricoles pendant cette période de crise sanitaire durant laquelle la cadence de la production n'a pas baissé.

Il a cité en exemple les efforts accomplis dans la culture saison-

nière de la pomme de terre où 42 000 hectares (ha) ont été arrachés sur une superficie globale de 70 000 ha. « Les quantités cumulées à ce jour avoisinent les 15 millions de quintaux », a-t-il précisé ajoutant que la récolte se poursuivra jusqu'au mois de novembre afin d'alimenter les stocks à constituer pour les périodes de soudure.

S'agissant de la filière tomate, le responsable du ministère a indiqué que les surfaces cultivées sont de 12 000 ha, dont 1 800 ha de surfaces récoltées, ce qui a permis une production de 700 000 quintaux (qx). La production de l'ail et de l'oignon connaissent la même tendance haussière avec des quantités respectives de 2,2 millions/qx et 16 millions/qx a-t-il affirmé. Quant aux fruits, la production globale estimée à ce jour est de 2,2 millions/qx a-t-il fait savoir.

Les productions d'origine animale ne sont pas en reste, avec la disponibilité de 70 000 t de viande rouge durant le mois de juillet et 36 000 t de viande blanche. Le directeur de la régulation et du développement de la production agricole s'est par ailleurs félicité des mesures prises à temps par les pouvoirs publics, soit juste après le début du confinement sanitaire qui ont évité, a-t-il mentionné, au secteur de subir des pertes liées au Covid-19. **A.A.**

IRRESPECT FLAGRANT
DES RECOMMANDATIONS

Les plages de plus en plus fréquentées

DIFFICILES sont à observer les conseils de prévention contre la pandémie.

Comment résister à l'appel ensorceleur de la grande bleue en ces moments de fournaise, quoique relative il faut l'admettre, mais aussi et surtout comment tourner le dos aux recommandations de distanciation sociale prônées par les spécialistes médicaux quant à la prévention contre le nouveau coronavirus, cet ennemi invisible et silencieux qui ne prévient pas de son arrivée.

Ces derniers temps, la présence du « gendarme » faisait réfléchir les Algériens qui s'aventuraient sur nos belles plages qui offraient leur sable doré aux plus téméraires, avec cerise sur le gâteau, une certaine fraîcheur qui vient caresser un corps encore endolori par une chaude journée. Depuis quelque temps en effet, la veille des agents de sûreté s'est amoindrie et un certain relâchement a été constaté aux abords des plages environnantes d'Alger, interdites par mesure préventive contre le Covid-19. Des familles entières s'y aventurent en effet, dès le coucher du soleil, pour y prendre un « bol d'air presque frais », mais également pour se

rafraîchir dans les flots caressants d'une mer apaisée en ces moments choisis de fin de journée.

Ce que ces Algériens devront éviter, ce sont les regroupements et la promiscuité sur ces plages. Mais comment y échapper ? Les parents ont beau surveiller leurs mioches et leur interdire d'approcher les eaux en se collant aux autres enfants mus par le même désir de barboter dans l'eau tant la chaleur, certains jours, met du temps à disparaître, rien n'y fait ! La distanciation sociale est vite oubliée. La promiscuité bat son plein. Le besoin de communiquer s'empare des aînés et des plus jeunes. Des groupuscules se composent ici et là sur les plages. Qui pour une partie de dominos, qui pour discuter des dernières informations sur le sport « roi » qu'est le football, qui pour « blaguer », comme tout Méditerranéen, sur des points imaginaires et réels sans jamais se lasser, qui pour se plaindre aussi du retard, voire l'absence totale des versements de salaires dus à un personnel à l'arrêt qui n'a été en aucun cas productif. **A.A.**

Oran : caravane de sensibilisation sur le nouveau virus

UNE CARAVANE de sensibilisation et d'information sur le Covid-19 animée par le mouvement associatif a été organisée à Oran à l'initiative du secteur de la jeunesse et des sports. « Il s'agit d'une vaste campagne sur terrain d'une quinzaine de jours (du 23 juillet au 6 août prochain) qui sera lancée pour sensibiliser les populations de différentes communes de la wilaya d'Oran, notamment les quartiers à risque sur le danger de ce virus qui n'épargne personne quel que soit son âge », a indiqué Boubtana, relevant que la caravane est organisée en collaboration avec les services de sécurité, la Protection civile, des médecins et de jeunes bénévoles. Cette campagne, qui sera animée par des cadres des établissements de jeunesse et des Scouts musulmans algériens, touchera de nombreux sites, notamment les espaces publics dans les communes de Aïn El Turck, Bousfer, Mers El Kebir et les quartiers et secteurs urbains d'Oran dont haï Fellaoucène (ex-El Barki), haï Seddikia, haï Medina Jdida, haï El Louz et haï Bouâmama.



Aéroports français : les voyageurs algériens obligatoirement testés

LES VOYAGEURS en provenance de 16 pays, dont l'Algérie, devront obligatoirement présenter un test Covid-19 négatif lors de leur déplacement en France. Selon les médias français, parmi ces pays, en plus de l'Algérie, il y a les Etats-Unis, la Turquie, l'Inde, l'Afrique du Sud, le Brésil et les Émirats arabes unis. Les voyageurs qui ne présenteront pas de tests à leur arrivée seront testés en France, a précisé le Premier ministre français, affirmant que les autorités françaises ont « décidé de généraliser les tests à l'arrivée ». Les cas positifs seront placés en quatorzaine en France.

Coronavirus : une étude redonne l'espoir d'une immunité croisée

DES CHERCHEURS ont choisi de s'intéresser aux lymphocytes T et B, dites lymphocytes « mémoires » produisant des anticorps qui se réactivent en cas de nouvelle infection au coronavirus. Dans une étude publiée le 15 juillet dans la revue *Nature*, des chercheurs ont observé la présence de « cellules T à mémoire de longue durée », capables de reconnaître le Sars-CoV-2, chez des patients remis du Covid-19. « Étonnamment, nous avons également fréquemment détecté des cellules T spécifiques du Sars-CoV-2 chez des personnes sans antécédents de Sars ou de Covid-19 », écrivent les auteurs. Ces observations regonflent l'espoir d'une immunité croisée. Il s'agit de l'idée que des infections liées à d'autres coronavirus, comme un simple rhume, pourraient conférer une protection face au Sars-CoV-2.

La prière de l'Aïd accomplie à domicile



LA COMMISSION ministérielle de la fetwa a émis une fetwa sur la prière de l'Aïd El Adha qui doit être accomplie à domicile, en groupe ou individuellement sans prêcher (khotba), et ce une demi-heure après la levée du soleil, soulignant que l'égorgement des bêtes de sacrifice doit se faire après l'accomplisse-

ment de la prière. La commission a invité les mosquées à diffuser « le takbir » (évocation d'Allah) et le tasbeih via les haut-parleurs pour préserver cette tradition et perpétuer cette pratique religieuse, et répandre la joie et le bonheur en cette journée de fête religieuse ». La commission a plaidé pour le

« respect des gestes barrières pour un Aïd sans contamination, dans le respect des mesures d'hygiène et de sécurité outre la désinfection des outils d'égorgement ». Elle a également rappelé l'impératif du port de la bavette et la distanciation physique en évitant les visites familiales et les cimetières.

La Chine lance sa première mission d'exploration de Mars

LA CHINE a lancé une sonde pour Mars transportée par la fusée Longue Marche-5 depuis le site de lancement spatial de Wenchang, dans la province insulaire de Hainan (sud de la Chine). La sonde n'arrivera pas avant 2021. Elle devra d'abord effectuer en quelque sept mois le long trajet Terre-Mars. La distance varie, mais est au minimum de 55 millions de kilomètres — soit 1 400 fois le tour du monde. Ambitieuse, la Chine espère faire lors de cette première tentative indépendante presque tout ce que les Etats-Unis ont réalisé en plusieurs missions martiennes depuis les années 1960. C'est-à-dire placer une sonde en orbite, poser un atterrisseur sur Mars, puis en faire sortir un petit robot téléguidé afin qu'il mène des analyses à la surface. La mission a été nommée « Tianwen-1 » (« Questions au ciel-1 ») en hommage à un poème de la Chine ancienne qui traite d'astronomie.

Alger : le marché Ferhat Boussaâd ex- Meissonier fermé

LA COMMISSION de contrôle et de répression relevant de la wilaya d'Alger a décidé de la fermeture depuis, hier, du marché communal Ferhat Boussaâd (ex-Meissonier) relevant de la commune de Sidi M'hamed (Alger). C'est à la suite d'une sortie sur le terrain effectuée par la commission chargée du contrôle et de la répression au niveau de la circonscription de Sidi M'hamed en vue de s'enquérir de l'application des mesures de prévention décrétées par l'instruction du gouvernement relative à la lutte contre la propagation du nouveau coronavirus, qu'il a été décidé de la fermeture du marché communal Ferhat Boussaâd (ex-Meissonier). La même commission a suspendu, depuis le début du mois en cours, les activités de plus de 60 locaux commerciaux au niveau des communes des Eucalyptus et Baraki. Cependant, elle a relevé un respect « quasi total » des mesures de prévention par les propriétaires des locaux commerciaux au niveau de la commune de Sidi Moussa, a ajouté la même source.



Brigitte Bardot s'en prend à l'Aïd el Adha

Dans un message posté sur son compte Twitter, Brigitte Bardot, célèbre actrice française et militante de la cause animale, appelle à sauver les moutons qui seront égorgés à l'occasion de l'Aïd el Kebir. « Des milliers de moutons seront égorgés. Réagissez je vous en supplie », dit-elle à ses followers, en publiant un courrier dans lequel elle dénonce les pratiques sacrificielles liées à la plus importante des fêtes musulmanes. Elle qualifie la fête religieuse de « barbare » et déplore la « longue agonie » de l'animal. Elle n'a pas manqué d'afficher son mépris pour l'Algérie, en déclarant que « la France n'est pas la banlieue de Bab El Oued ». Comme chaque année, Brigitte Bardot a appelé les autorités françaises à réagir rappelant que cette pratique est interdite le reste de l'année en France. Brigitte Bardot a, d'ailleurs, mis l'accent sur cette loi, en affirmant : « Nous sommes en opposition totale avec la souffrance atroce que cette tradition barbare impose à nos moutons. »

LA MESURE A ETE PRISE PAR LE WALI DE TIZI OUZOU

La police pour protéger le personnel médical

■ LE WALI appelle les directeurs des EPH à avertir en temps réel de tout dépassement malveillant.

■ KAMEL BOUDJADI

Des éléments de la police devant les Etablissements de santé publique pour protéger le personnel médical des agressions, à partir de cette semaine dans la wilaya de Tizi Ouzou. La décision a été prise par le wali, Mohamoud Djemaâ, en application des dernières mesures prises par le président de la République. Des éléments de la police seront donc présents au niveau des établissements hospitaliers, mais la décision incite également le personnel médical à aviser les services concernés de tout dépassement verbal ou agression physique.

Le wali, qui prenait part à la célébration du 58ème anniversaire de la fondation de la police algérienne, a ainsi indiqué que ces mesures sont destinées à protéger le personnel soignant tout en appelant les directeurs des EPH à avertir, en temps réel, de tout dépassement malveillant. Les auteurs des actes seront, ajoute-t-il, poursuivis selon les dispositions prises par le procureur de la République de la ville de Tizi Ouzou.



Les agressions contre le personnel soignant sont intolérables

Toujours dans l'optique de gérer au mieux cette crise induite par la pandémie du Covid-19, la wilaya de Tizi Ouzou a pris une batterie de décisions visant à adapter les moyens existants à la conjoncture induite par l'accélération du rythme de la contagion. Aussi, ce week-end, les services concernés ont procédé à la réquisition des établissements sanitaires de la wilaya pour

l'accueil des malades en cas de surplus. Pour l'instant, le CHU et les EPH assurent au mieux cette fonction d'accueil, sans grande peine.

Par ailleurs, il est à mettre en exergue le rôle important des populations dans la lutte contre la pandémie. Dès son apparition, les villages et les quartiers se sont mobilisés prenant en charge quelques établissements de santé dépourvus

de moyens pour faire face à la situation d'urgence. À Tiggirt, l'EPH local a vite été dépassé par le nombre de cas engendrés par la participation des villageois à l'enterrement d'une personne dont un membre de la famille, vivant en France, était atteint du coronavirus. Spontanément, les villageois de la commune d'Iflissen se sont mobilisés pour assurer le confinement des familles touchées

mais aussi afin de venir en aide au personnel soignant de l'EPH local.

Quelques jours après l'annonce de l'apparition de la pandémie, les villages ont assuré leur confinement avec leurs propres moyens ainsi que la désinfection des ruelles et des quartiers par des jeunes, volontaires. Des actions de solidarité avec les familles nécessiteuses, à cause de la conjoncture, se sont multipliées à travers les localités, au point que la couverture alimentaire a été complètement assurée par les citoyens grâce à la solidarité.

Preuve de cette capacité à se prendre en charge, les appels lancés par le wali et les médecins à l'adresse de la population, afin de se remobiliser contre la pandémie. La réapparition de cette dernière a, en effet poussé les pouvoirs publics à recourir à la mobilisation des populations, qui ont toujours répondu présentes, étonnant le monde entier par leur organisation. Avec ce degré de conscience, c'est à se demander de quoi ont peur les médecins.

K.B.

ANNABA

L'Association des ouléma fait un don

CELA va étoffer les moyens de prise en charge des malades admis au niveau du service Covid-19 au sein des établissements hospitaliers de la wilaya de Annaba.

■ WAHIDA BAHRI

Le bureau d'Annaba de l'Association des ouléma musulmans algériens a remis, en fin de semaine, 26 kits d'équipements d'assistance respiratoire au profit des malades touchés par le coronavirus dans la wilaya. Une initiative, comme souligné par Nouredine Ferigha, menée en coordination avec l'association «Algériens solidaires» active en France. Au cours de la cérémonie de remise de ces kits tenue au siège de la wilaya, Djamel-Eddine Berrimi wali d'Annaba, a salué cette initiative qui reflète la mobilisation de la société à sa tête le mouvement associatif, avec cette contribution qui va renforcer l'effort national de lutte contre la pandémie de Covid-19. Dans l'élan de son intervention, le commis de l'État, a également insisté sur la poursuite des actions de sensibilisation pour ancrer la culture de prévention, afin d'en faire un geste du quotidien pour une consolidation du front de la lutte contre la pandémie. Pour sa part, le président du bureau local de l'Association des ouléma algériens, a affirmé que «cette modeste contribution de la part de notre association permet d'améliorer la prise en charge sanitaire dans ce contexte difficile». Expliquant dans ce sillage que l'action s'inscrit dans le cadre de l'opération de solidarité de l'association

des ouléma portant sur la distribution à l'échelle nationale de 1 500 kits d'assistance respiratoire aux patients infectés selon un classement suivant la priorité et le nombre des cas enregistrés dans chaque wilaya. Pour sa part, le DSP d'Annaba, Mohamed Enasser Daâmache a souligné qu'«à mesure que le secteur sanitaire détient un nombre suffisant de ces respirateurs, la prise en charge devient plus facile et la mortalité baisse». Par ailleurs, le facteur marquant dans les propos des intervenants a été les incessantes exhortations à respecter les mesures de protection et de prévention de cette pandémie de Covid-19. Des appels qui, malheureusement, restent imperceptibles, voire même ignorés par les citoyens. Ces derniers qui, jusqu'à la mise sous presse, continuent de manifester une indifférence démesurée, quant aux mesures de protection. Une inconscience qui, malheureusement a engendré une croissance considérable du nombre de contaminations à Annaba, où les infractions au confinement sont légion. Toutefois, il est utile d'estimer à leur juste valeur les efforts de l'Association des ouléma musulmans algériens et l'association «Algériens solidaires, avec cette contribution, à l'équipement des établissements sanitaires. Un geste devant apaiser un tant soit peu le manque en ces équipements de première nécessité, pour faire face à la pandémie de Covid-19.

W.B.

CROISSANCE NÉGATIVE AU 1^{er} TRIMESTRE 2020

Une baisse évaluée à -3,9%

LE TAUX de croissance du PIB hors-hydrocarbures a été de 2,4 % en 2019.

■ ABDELKRIM AMARNI

«Négative» à -3,9%, a été la croissance économique au 1^{er} trimestre 2020, contre une croissance «positive» (+1,3%) à la même période de 2019, a indiqué l'Office national des statistiques (ONS), dans ses données provisoires. L'Office précise, comme attendu, que cette baisse «logique» a été aggravée par la crise sanitaire mondiale du Covid-19. Le taux de croissance du Produit intérieur brut (PIB) hors hydrocarbures (HHY), a été pour sa part de -1,5% sur les trois premiers mois de l'année en cours, contre +3,6% à la même période de l'année précédente, dévoilent ces mêmes données. L'ONS indique que le premier trimestre de 2020 a été caractérisé par des accroissements négatifs, notamment dans les secteurs des hydrocarbures, les services marchands (transports et communications, commerce, services fournis aux entreprises et aux ménages, ainsi que les hôtels, cafés, restaurants tout comme les services non marchands (affaires immobilières, services financiers et administrations publiques). Le secteur des hydrocarbures a connu, à lui seul une croissance négative de (-13,4%), contre (-7,1%) à la même période comparative. Leurs prix ont connu de leur côté,



une forte diminution, de -16,9%. Les services marchands ont enregistré, pour la première fois, une baisse de (-2,8%) contre une hausse de (+5,0%) en 2019. Les différents sous-secteurs économiques ainsi que les services non marchands ont tous accusé une baisse plus ou moins importante. Le secteur de l'industrie a, de son côté également enregistré une croissance négative (-0,5%) au 1^{er} trimestre 2020 contre une performance de 4,9% à la même période de 2019. À l'exception des industries agroalimentaires et des industries diverses, l'ensemble des sous-secteurs a été affecté par des évolutions négatives de croissance. Toutefois, l'ONS explique que cette baisse de l'activité économique, enregistrée durant le 1^{er} trimestre, a été aggravée par la crise du Covid-19. En revanche, d'autres secteurs ont enregistré des taux de croissance

positifs ; il s'agit de l'agriculture, de la pêche et du Btph (bâtiment, travaux publics et hydraulique). Pour les industries agroalimentaires, elles ont connu, pour leur part, une légère croissance positive. Il faut noter que le ralentissement de l'activité économique, aggravée par la crise sanitaire (Covid-19), a conduit à l'arrêt de certains chantiers, notamment de la construction, durant le mois de mars, ce qui explique la forte baisse de l'investissement. Le PIB a affiché, durant cette période, une diminution de 5,3% contre une hausse de 2,8% sur la même période en 2019. L'ONS a indiqué aussi que la formation brute du capital fixe en volume (l'investissement) a connu en 2020 une baisse de 5,0% contre un accroissement de 5,1% à la même période de l'année 2019.

A.A.

6^{ème} JOUR DE PARALYSIE AU PORT DE BÉJAÏA

Les grévistes exigent le départ du DG

■ LES travailleurs du port de Béjaïa sont entrés en grève illimitée depuis 6 jours pour exiger le départ du directeur général. Le bras de fer se durcit.

■ AREZKI SLIMANI

Hier, le port de Béjaïa, deuxième au niveau national en matière d'activité, était paralysé. Les travailleurs campent sur leurs positions. Outre le départ du DG, les grévistes réclament également l'installation d'une commission d'enquête sur la gestion de l'entreprise. Le refus de départ affiché par le DG de l'EPB au prétexte que la demande de son départ est basée « sur des objectifs qui ne sont pas étayés et matérialisés », estimant que « les travailleurs ont perçu toutes leurs primes. Ils sont très bien payés », déplorant par la même occasion « le mutisme » observé par les représentants syndicaux, quant « aux appels au dialogue lancés par la direction ». Il dénoncera par ailleurs « le caractère irrégulier du débrayage » car, ajoute-t-il « il n'a pas respecté des dispositions légales ». Tout en appelant à la reprise du travail, le DG mettra en exergue « les pertes financières conséquentes depuis le déclenchement de la grève.



Les grévistes sont intransigeants

La sortie du DG n'a pas eu l'écho escompté chez les grévistes. Avant-hier, ils ont riposté par une déclaration à l'endroit de l'opinion. « Nous informons l'opinion publique que nous avons été contraints de faire la grève », « on nous a fait des promesses, des tergiversations et des entourloupes », écrivent-ils en réponse à toutes

les démarches initiées depuis l'année dernière. « Nos revendications ne sont pas seulement professionnelles et sociales, mais aussi protectrices car nous voulons préserver l'institution portuaire et sa continuation dans la relance de l'économie nationale et locale », expliquent-ils mettant en valeur « les problèmes majeurs en ter-

mes de gestion accumulée depuis plusieurs années ».

« Nous avons été confrontés à de grands problèmes depuis la nomination de l'actuel premier responsable du port, notamment en ce qui concerne la communication avec le syndicat », déplorent-ils.

« Nous sommes déterminés à poursuivre notre combat et la

grève jusqu'à l'accomplissement de nos revendications, quels que soient les sacrifices et les conséquences, et nous répondrons à toutes les provocations, menaces avec ce qui est nécessaire et en temps opportun », concluent-ils.

Le bras de fer se poursuit donc pour la sixième journée. Les sorties publiques du DG et celle explicative du syndicat ne sont pas de bon augure. Pendant ce temps, le conflit s'enlise et provoque des désagréments tant pour les opérateurs économiques que pour l'entreprise elle-même, qui enregistre rien que pour les tout premiers jours de grève une perte financière de 150 millions DA de chiffre d'affaires. Il va de soi que cette perte se répercutera sur le Trésor public.

Il est donc urgent de rétablir la communication et de prendre des décisions à même de calmer les esprits pour permettre à l'EPB de renouer avec l'activité, laquelle a déjà été fortement secouée par la pandémie de Covid-19 et bien avant par les sempiternelles fermetures de routes qui collent à la wilaya de Béjaïa. **A.S.**

GEL D'ACTIVITÉ ET FERMETURE DE 17 PORTS SECS

La mafia de l'import-import décapitée

LA DIRECTION générale des douanes semble reprendre ses prérogatives, avec en apport, les ordonnances et instructions des hautes instances de l'Etat.

■ WAHIDA BAHRI

La direction générale des douanes vient de décider la fermeture et le gel d'activités pour 17 ports secs à travers le territoire national, dont deux dans la wilaya de Annaba, apprend-on de source douanière. La décision a été télégraphiée, la semaine écoulée, aux différentes instances douanières, directeurs régionaux, chefs d'inspections et chefs de services régionaux, entre autres, a filtré la même source.

Selon les informations apportées par cette dernière et aux termes de la décision, il est fait état de stopper tout transfert de conteneurs, vers 17 ports secs dans plusieurs wilayas du pays. Aux termes des détails fournis par notre source, sont concernés par la fermeture six ports non autorisés, dont trois à Alger, un à Oran et un à Blida.

Pour le gel des activités pour une durée de deux mois, 11 ports secs ont été touchés, dont deux à Annaba, trois à Alger et un à Blida, un à Oran, un à Sétif et un à Constantine. Cette décision fait suite à celle prise en juin dernier par le président de la République. Abdelmadjid Teboune au cours du Conseil des ministres et ordonné la fermeture immédiate des ports secs non autorisés et de faire obligation à ceux autorisés de se doter de scanners pour faciliter le contrôle par les dou-

nes et renforcer les mesures de sécurité. Cette décision première du genre, prise par le président de la République et exécutée par la direction générale des douanes algériennes, témoigne de la conscience des hautes instances de l'Etat, quant à l'impact de certains ports secs et les risques qu'ils représentent, dans leur état actuel, pour la sécurité et la souveraineté nationales ainsi que pour le Trésor public, puisqu'il est de notoriété publique que, l'activité de l'import-import, accentuée par des pratiques de surfacturation quasi systématique, a œuvré à saigner à blanc nos réserves de change, tout en ruinant une économie déjà agonisante. Des pratiques qui reviennent aux barons des containers et les seigneurs des ports secs. Ces derniers, dont la gestion dans sa quasi-totalité, a été attribuée, dans une totale opacité, aux rejetons de certains anciens pontes du système.

Ces barons de l'import-import, ont usé et abusé de leur trafic, exercé littéralement au grand jour, les pires dépassements en ont été « légalisés, tandis que des fortunes colossales, de véritables empires financiers, se sont construits en un rien de temps, à moindres efforts et à l'aide d'investissements de base quasi nuls. Aussi, cette décision du président de la République, dont l'entrée en vigueur est immédiate, vient de décapiter la mafia de l'import-import. **W.B.**

DANS LE CADRE DE LA PLAINTE EN DIFFAMATION DEPOSÉE PAR L'ANCIENNE MINISTRE DE LA CULTURE

Hanoune une fois encore devant la justice

ELLE comparaitra aujourd'hui devant le juge d'instruction près le tribunal d'El Harrach.

■ MOHAMED BOUFATAH

Deux dirigeants du Parti des travailleurs (PT), la secrétaire générale et le porte-parole du parti, convoqués par la justice pour répondre d'une plainte en diffamation déposée par Nadia Labidi, ancienne ministre de la Culture. Louisa Hanoune comparaitra aujourd'hui devant le juge d'instruction près le tribunal d'El Harrach, dans le cadre de la plainte pour diffamation, déposée par l'ancienne ministre de la Culture, Nadia Labidi, à son encontre. Pour sa part Djelloul Djoudi a été auditionné par le juge du tribunal d'El Harrach jeudi dernier, a annoncé le PT dans un communiqué. L'annonce a été faite sur une vidéo, par Louisa Hanoune, lors de l'ouverture des travaux de la réunion de son bureau politique. L'affaire Djoudi est reportée au 24 septembre prochain. Tout en refusant de faire des commentaires, elle précise que « ses propos entrant dans le cadre de la mission constitutionnelle du député liée au contrôle de la gestion des deniers publics et des biens de la collectivité nationale, concernaient la gestion du secteur de la culture ». Elle a rappelé que la plainte a été déposée le 7 mars contre Djelloul Djoudi par l'ex-ministre et actuelle députée Nadia Labidi. L'ex-ministre de la Culture a réactivé, le 8 mai



dernier sa plainte contre la secrétaire générale du Parti de travailleurs, Louisa Hanoune. Cette affaire remonte à 2015, quand Louisa Hanoune l'avait accusée d'être au centre d'un « conflit d'intérêts ». La plainte a été classée sans suite en raison de l'immunité parlementaire de Louisa Hanoune et de Djelloul Djoudi. L'ancienne ministre de la Culture, également propriétaire d'une entreprise de production cinématographique, a déposé plainte suite à des accusations de la secrétaire générale du PT sur « le financement public d'un projet de film (*Le Patio*) devant être produit par la société de la ministre ». Les accusations sont liées au financement de certains projets inscrits dans le cadre de la manifestation « Constantine, capitale de la

culture arabe ». La ministre avait exigé l'institution d'une commission parlementaire pour enquêter sur cette affaire. La décision de démission collective des députés du PT de leur mandat parlementaire, dans le sillage de l'éclatement de la révolte populaire du 22 février 2019, dont la secrétaire générale, a donné l'occasion à Nadia Labidi de relancer sa plainte. « Aujourd'hui, elle vient de démissionner de son mandat de députée. Il n'y a donc plus d'obstacle à ce que l'affaire suive son cours », avait annoncé l'ancienne ministre de la Culture dans un communiqué. « C'est pourquoi, j'ai demandé à mes avocats de se rapprocher du juge d'instruction chargé de l'affaire pour que la procédure soit menée enfin à son terme », avait-elle ajouté. **M.B.**

UNE AUTRE SÉRIE D'INTERDICTIONS ANNONCÉE

Les stades et aires de jeu de proximité fermés

■ UNE batterie de mesures a été annoncée depuis quelques jours.

■ KAMEL BOUDJADI

Le wali de Tizi Ouzou, Mahmoud Djemaâ, vient de signer un arrêté interdisant l'accès à tous les stades de proximité répartis à travers les communes de la wilaya de Tizi Ouzou. Cette mesure, indique un communiqué de la wilaya, vise à stopper la propagation de la pandémie du coronavirus. L'interdiction des activités sportives entre donc dans le cadre d'autres fermetures qui ont été décidées ces jours derniers, par les mêmes services de la wilaya, ainsi que les présidents de quelques Assemblées populaires communales.

De son côté, et avant même l'arrêté de la wilaya, le président d'APC de Boudjima a interdit tout rassemblement sur le territoire de sa circonscription. La décision implique les stades et les aires de jeu, ainsi que les fêtes et tous les événements pouvant provoquer des rassemblements de personnes. Le maire avertit que tout contrevenant à ces dispositions se verra sanctionné, selon les



Les mesures de prévention se durcissent

mesures prises en collaboration avec le secrétaire général de l'A.P.C. et la Gendarmerie nationale. En fait, l'interdiction d'utiliser les aires de jeu et les stades, ainsi que toute activité sportive intervient après plusieurs autres décisions prises dans cette optique de l'arrêt de la propagation de la pandémie du corona-virus. Une batterie de mesures a été annoncée depuis quelques jours, faisant

suite à la réapparition de la pandémie, après un laps de temps d'accalmie. Plusieurs domaines de la vie publique ont été touchés par les instructions, allant jusqu'à la non-délivrance des actes de mariage pour empêcher l'organisation des fêtes et autres cérémonies.

Par ailleurs, dans l'optique de lutter contre la propagation de la pandémie du Covid-19, les services de la wilaya, en collabo-

ration avec les autres services, ont multiplié les opérations de sensibilisation sur la nécessité de respecter les gestes barrières. D'autres actions entrant dans le même cadre ont été effectuées à l'instar des opérations de distribution des masques et bavettes ainsi que la sensibilisation sur leur rôle dans la protection des personnes et de leur entourage. Plusieurs communes ont été

concernées par ces sorties, assurées par les personnels de différentes directions.

À noter enfin qu'en plus de la fermeture des stades et des aires de jeu, les interdictions ont également concerné les sorties touristiques. Les plages et les lieux de villégiature ont été interdits par des arrêtés émanant des services communaux mais aussi par les services de la wilaya. C'est ainsi que les plages restent encore fermées, alors que la saison estivale est très avancée. Les lieux touristiques comme la forêt de l'Akfadou ont également été interdits par le président de l'APC local. Enfin, il est également à relever que les populations respectent pleinement ces mesures avec quelques écarts de rares personnes. À Tizirt, la fermeture des plages a eu des répercussions dramatiques sur les commerçants qui appellent l'Etat à prendre des mesures pour les sauver de la faillite. L'absence des touristes et des estivants les a en effet privés de toute rentrée financière durant la saison estivale en cours.

K.B.

ORAN

Que justice soit rendue à Karim

■ WAHIB AIT OUAKLI

« Que justice soit rendue à Karim. » « Tous Karim. », « Halte à cette déferlante violence. » Tels ont été a été les slogans principaux scandés jeudi par plusieurs personnes, portant des masques tout en respectant les mesures sanitaires et la distanciation physique, qui ont tenu un rassemblement à Canastel en guise de solidarité avec la famille de Karim Belmekki, celle-ci a été victime d'un assassinat dont a fait l'objet le jeune Karim ayant été poignardé par deux individus pour lui subtiliser son portable. Malgré la chaleur torride et le fort taux d'humidité, des hommes et des femmes, venus des quatre coins de la wilaya pour soutenir la famille du jeune Karim Belmekki, n'ont pas raté l'occasion pour se tenir debout devant la maison du défunt tout en saisissant l'opportunité pour la transformer en tribune par le biais de laquelle ils ont plaidé que « justice soit rendue » à ce jeune qui a fait « l'objet d'une agression perpétrée à son encontre » à quelques encablures du lieu de son habitation par deux individus l'ayant mortellement blessé d'un coup de couteau. Les protestataires ont par la même revendiqué « leur droit à la sécurité », en scandant des slogans dénonçant la violence sous toutes

ses formes ainsi que son émanation. L'assassinat du jeune Karim, étant le sujet dominant du rassemblement, les participants à ce sit-in ont été quelque peu « vindicatifs » vis-à-vis de ces deux individus ayant plongé les habitants du paisible quartier de Canastel dans l'émoi et la désolation. Ils ont, dans le sillage de leur action, certes revendiqué « de rendre justice au jeune Karim », mais aussi plaidé pour « l'application de la peine capitale ».

« La justice à rendre au défunt Karim passe par le quissas (la peine capitale), relève-t-on sur plusieurs banderoles exhibées par des protestataires. Le père du défunt, ému par cet élan de solidarité, n'a pas pu retenir ses larmes ni ses émotions en prenant part à cette action citoyenne. S'adressant à la foule, il a relaté, tout en sanglotant, les conditions qui ont suivi l'assassinat de son fils. « Il a fermement suivi mes recommandations, portant sur les mesures sanitaires à respecter et pour lesquelles je tenais tant, lorsqu'il a demandé mon autorisation quant à faire un tour en compagnie de ses copains », a-t-il témoigné. « Ses bourreaux, à bord d'une moto, ont fini par l'avoir en profitant du fait qu'il s'était mis à l'écart pour effectuer un appel téléphonique. » « Un seul coup en plein cœur lui a été fatal », a-t-il lâché.

W.A.O.

APRÈS AVOIR MIS LA DROGUE EN « PÉNURIE »

Cap sur la criminalité urbaine !

LES délinquants sont dans la ligne de mire des autorités.

La réponse de l'Etat va être forte et terrible...

WALID AÏT SAÏD

Les petits voyous n'ont qu'à bien se tenir, ce sera désormais tolérance zéro ! En effet, selon certaines sources, les hautes autorités du pays ont déclaré la guerre à la criminalité urbaine. Il faut dire que ces derniers temps, il a été constaté une recrudescence de ce type de criminalité, notamment avec des guerres de gangs dans certains quartiers sensibles du pays. Couteaux, épées et autres types d'armes sont devenus le quotidien des habitants de ces quartiers. Les délinquants profitent de la situation épidémiologique actuelle du pays pour se redéployer. Certains tentent même de dicter leurs lois en créant leurs « brigades » sous-couvert du respect de la morale. « C'est intenable. Ils profitent du fait que les services de sécurité soient occupés dans la lutte contre le coronavirus pour prendre du terrain », dénonce Samir, habitant dans la banlieue Ouest d'Alger. Néanmoins, l'assassinat du jeune Karim pour un téléphone portable, la semaine dernière à Oran, a été la ligne rouge qu'il ne fallait pas dépasser. L'émoi qu'a provoqué ce terrible meurtre a fait sonner la fin de la récréation. Ces petites vermines sont désormais dans la ligne de mire des services de sécurité. Ils auraient été instruits d'être sans pitié avec les auteurs de ce type de crimes et délits. « La réponse de l'Etat sera forte et terrible », nous fait savoir une source sécuritaire. D'ailleurs, les citoyens ont pu remarquer, ces derniers jours, un fort déploiement des forces de la



police et de la gendarmerie dans les quartiers et routes du pays. Toute personne suspecte est systématiquement contrôlée et passé au peigne fin. Des traquenards et des descentes des services de sécurité ont même été signalés, particulièrement dans la capitale. Des agents en civil sont déployés dans les sites dit sensibles afin de repérer tout mouvement suspect. Plusieurs arrestations ont eu lieu, ces derniers jours. « Mais cela n'est rien comparé à ce qui va venir ... », avertit la même source qui compare cela à ce qui est en train d'être fait dans la lutte contre la drogue qui est désormais un poison presque introuvable dans le pays. Profitant de la fermeture des frontières et du couvre-feu dicté par le Covid-19, les autorités ont « asséché » les trafiquants de drogue faisant tomber au même moment plusieurs gros barons. Mieux, policiers, gendarmes et soldats de l'Armée nationale populaire (ANP) ont multiplié les grosses saisies de drogues. Des opérations coups de poing qui sont en train

de donner le coup de grâce aux trafiquants, « cueillis » les uns après les autres. Ceux qui ne se sont pas encore fait arrêter, se battent entre eux pour récupérer l'argent qui reste ou le peu de marchandise qui peut encore exister. « Il n'y a ni cannabis ni psychotropes », assure Salim, un consommateur avéré de ce type de drogues. « Rares sont ceux qui proposent de la marchandise, mais elle est de mauvaise qualité et très chère », ajoute-t-il avec beaucoup d'amertume. « Les prix ont triplé, pour ne pas dire quadruplé. Ce qui coûtait 500 DA est vendu à 2500 ou 3000 DA », souligne pour sa part, Fares, un consommateur occasionnel. Il avertit sur les dangers du peu de drogue qui est vendue actuellement sur le marché. « Attention, elle peut être mortelle. Elle est mélangée à divers produits dangereux qui peuvent vous coûter la vie », poursuit-il en appelant les jeunes consommateurs à profiter de cette occasion pour arrêter ce poison qui les tue à petit feu.

W.A.S.

LE SIEGE DE LA DAÏRA DE MAÂTKAS FERMÉ PAR LES CITOYENS

Le manque d'eau potable pénalise les villageois

LA DIRECTION de l'ADE explique aux usagers que le manque d'eau survient à cause de pannes des supprimeurs et de la vétusté des réseaux d'alimentation.

■ KAMEL BOUDJADI

Le sempiternel problème du manque d'eau potable devient de plus en plus une tradition perpétuée à chaque saison estivale de chaque année dans la wilaya de Tizi Ouzou. Dès les premières semaines de canicule, des sièges de daïras de mairies et de l'ADE sont fermés chaque jour à travers les communes. Hier, c'était au tour du siège de la daïra de Maâtkas d'être fermé par les citoyens de plusieurs villages afin de réclamer une solution définitive à ce problème épineux.

En effet, dès les premières heures de la matinée, des dizaines de citoyens arrivent devant le siège de la daïra. Avec banderoles et pancartes, ces derniers soulèvent l'épineux problème d'absence d'eau potable dans leurs robinets depuis le début de l'été. Venus des villages Ikachouchen, Takhribt, Arkoub Azeggagh et El Bir, les citoyens ont donc fermé le siège, afin de contraindre les responsables locaux à se pencher sérieusement sur le problème qui survient chaque été. C'est justement la récurrence de ce manque d'eau qui provoque la colère des citoyens, qui considèrent que les pouvoirs publics n'ont jamais proposé de vérita-



Le barrage de Taksebt n'est pas vide !

bles solutions à même de régler le problème de façon définitive.

En fait, cette énième fermeture intervient quelques jours seulement après une autre action du même genre, survenue dans la daïra de Draâ El Mizan, au Sud de la wilaya. Des citoyens de la commune de Frikat ont donc dû fermer le

siège de la même administration pour manifester leur colère quant au problème du manque d'eau potable dans les villages. Des pancartes et des banderoles affichaient : « Frikat a soif ». Pour les responsables des villages, l'action restera en vigueur jusqu'à l'ébauche d'une solution définitive.

De son côté, la direction de l'ADE explique aux usagers que le manque d'eau survient à cause de problèmes comme les pannes des supprimeurs, mais aussi à cause du sempiternel problème de vétusté des réseaux d'alimentation. Pour les pénuries d'eau potable dans le versant Nord, la même

société explique, dans son communiqué, que suite à l'arrêt du transfert d'eau du système Taksebt-flanc Nord, pour cause : le déboîtement de la conduite principale d'amenée DN 500, la clientèle des communes désignées ci-après, est informée de la perturbation de l'alimentation en eau potable.

Les communes généralement concernées par ces perturbations, pour travaux, sont respectivement : Ouaguenoun, Boudjima, Tigzirt, Iflissen, Aghribs, Azeffoun, Akerrou et Yakouren.

Toujours dans l'optique d'expliquer aux citoyens les causes de ces manques et de les rassurer quant aux efforts de l'Etat pour venir à bout de ce problème épineux, le secrétaire général du ministère des Ressources en eau, Kamel Eddine Mihoubi, a été en visite dans la wilaya pour discuter avec les responsables concernés d'une batterie de mesures à prendre afin de satisfaire la demande des populations surtout en cette période estivale. Il a ainsi promis, lors de sa visite ce week-end, d'étudier, avec les services de la wilaya de Tizi Ouzou, toutes ces contraintes et de régler les problèmes qui sont derrière les problèmes de la distribution.

K.B.

RAPATRIEMENT D'ALGÉRIENS BLOQUÉS EN FRANCE

585 citoyens arrivent à Annaba

SEULS les citoyens algériens en séjour temporaire en France (pour tourisme, visite familiale, soins, études, stages...), sont concernés par le rapatriement.



Une délivrance

■ WAHIDA BAHRI

Plus de cinq-cent algériens, bloqués en France en raison des répercussions de la pandémie du coronavirus, sont arrivés à l'aéroport de Annaba, en provenance de Lille, Marseille et Lyon, en France. Le premier groupe de 300 Algériens est arrivé mercredi dernier, depuis Marseille et Lyon vers Annaba à bord d'un Boeing 737 et le second groupe de 285 Algériens, est arrivé jeudi dernier, à bord d'un Airbus, en provenance de Lille. Les citoyens rapatriés ont été accueillis par les autorités de la wilaya

au niveau de l'aéroport international Rabah-Bitat de Annaba, où ils ont été pris en charge par les services de la Protection civile et des équipes médicales. Des bus désinfectés ont été mobilisés pour assurer le transport des rapatriés vers le complexe El Mountazah à Séraïdi, l'hôtel Mimosa, le Majestic et Erym El Jamil. Ces établissements hôteliers de Annaba, où ils devront séjourner durant la période de confinement, ont été mobilisés pour assurer aux rapatriés, un confinement sanitaire de 14 jours et où ils bénéficieront de toutes les conditions de repos et d'une couverture médicale nécessaire pour une meilleure prise en charge sanitaire. À peine ayant foulé

le sol du pays, les voyageurs rapatriés ont exprimé leur soulagement d'avoir enfin pu regagner l'Algérie, vu « les souffrances » et incertitudes endurées à l'étranger en raison du blocage généré par le Covid-19. Rappelons que ce rapatriement s'est effectué lors de l'opération assurée par des vols et des dessertes maritimes pour toucher quelque 3 250 Algériens dans les villes de Toulouse, Bordeaux, Metz, Lille, Marseille, Lyon et Paris. Il est donc prévu, en plus de ces opérations, un autre programme supplémentaire qui sera communiqué ultérieurement par l'ambassade d'Algérie à Paris, car convient-il de souligner que les Algériens bloqués encore en France et n'ayant pu s'inscrire pour leur rapatriement sur la plate-forme en ligne du 16 au 23 avril par les autorités algériennes, ont la possibilité de se faire recenser auprès de l'ambassade et des représentations consulaires en France. Notons que seuls les citoyens algériens en séjour temporaire en France (pour tourisme, visite familiale, soins, études, stages...), sont concernés par le rapatriement. Par ailleurs, les opérations de rapatriement se poursuivront pour toucher tous les Algériens bloqués dans les différents pays du monde. À cet effet et selon certaines informations, quelque 200 ressortissants algériens devraient être rapatriés depuis les Lieux saints vers l'aéroport international de Annaba, dans les prochains jours.

W.B.

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR À CONSTANTINE

«La santé des universitaires est primordiale»

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a effectué, hier, une visite de travail à Constantine où il a assisté, au niveau de l'université 3 sise à la Nouvelle Ville Ali Mendjeli à la conférence régionale organisée à l'égard des différents directeurs des institutions universitaires de l'Est. Venant de la wilaya de Skikda, le ministre, qui s'est exprimé lors de cette rencontre, ne manquera pas de donner des orientations précises sur les modalités à entreprendre pour clôturer l'année universitaire 2019-2020 et comment préparer la prochaine rentrée 2020-2021 dans un mois. Il mettra l'accent, notamment sur l'importance de l'impératif des recommandations sanitaires pour combattre le Covid-19. Le ministre, et lors de son intervention, abordera plusieurs chapitres relatifs à tout ce qui concerne l'université, mais aussi les mécanismes à entreprendre pour le bon fonctionnement de la reprise prochaine. Il n'hésitera pas à écouter quelques préoccupations des présents pour répondre à leurs questions, surtout en ce qui concerne l'application des lois sanitaires et bien sûr il a eu à répondre également aux questions relatives à quelques problèmes que rencontrent quelques institutions universitaires. La reprise se fera graduellement «dans le strict respect des mesures sanitaires», a insisté le ministre. Comme pour l'ouverture de la conférence régionale des universités au Centre et à l'Est, le ministre a exposé les grandes lignes de la nouvelle politique du secteur.

IKRAM GHIOUA

ALORS QUE LE DINAR ENTAME UNE CHUTE VERTIGINEUSE FACE À L'EURO, AU TAUX OFFICIEL

Le marché de la devise résiste à la crise

■ LA FERMETURE des frontières explique largement cet état de fait.

■ ALI AMZAL

Devant la persistance de la crise sanitaire et son aggravation, le dinar algérien poursuit inexorablement sa chute. Avec un taux de change qui ne dépasse pas les 148,27 DA pour 1 euro, la monnaie nationale vient d'enregistrer sa plus basse valeur d'échange, aux dernières cotations de la Banque d'Algérie.

Une phase extrêmement difficile qui met en jeu l'impact de cette chute sur les transactions commerciales dont elle est la référence, en conséquence de quoi, les équilibres de paiement dans le domaine du commerce extérieur peuvent être menacés de façon significative. Cependant, sur le marché parallèle des devises, l'euro a enregistré une baisse face au dinar, mais se maintient à 190 DA pour 1 euro.

Ainsi, 1 euro est échangé à 191 DA à l'achat contre 189 à la vente.

L'une des conséquences directes de cette dépréciation du dinar se traduit par autrement que par l'allocation touristique, qui est passée sous la barre des 100 euros soit 95 euros en échange de



Les cambistes trinquent

15 000 DA, mettant le citoyen à la merci des fluctuations du dinar et de ses répercussions. Une situation que les spécialistes expliquent par les effets de

la pandémie du coronavirus et les conséquences des mesures de confinement, la fermeture des frontières et la limitation des déplacements entre les

wilayas, ce qui réduit presque à néant l'activité commerciale et les besoins des particuliers et des entreprises, en matière de devises, d'où la grogne des cambistes qui crient au chômage depuis des mois.

Cependant, du côté du gouvernement, la réflexion est à l'éradication du marché parallèle des devises, c'est du moins ce qu'a déclaré, jeudi dernier le ministre des Finances « le marché parallèle des changes en devises est appelé à disparaître et le gouvernement travaille actuellement à des mesures allant dans ce sens ».

Sans précision aucune, le ministre semble faire allusion au système établi par la Banque d'Algérie, en mars dernier mettant en avant « l'introduction de l'activité en matière d'opérations de change en devises des intermédiaires agréés, à savoir les banques et autres établissements financiers à caractère non bancaire.

Ces derniers peuvent effectuer des opérations de change avec des banques non résidentes ou réaliser des opérations de trésorerie en devises fortes entre eux, pour leur propre compte ou pour le compte de leurs clients ».

Une solution qui pourrait mettre fin à cette activité clandestine, si elle venait à être appliquée réellement sur le terrain, ce qui réduirait considérablement les différentiels des taux appliqués entre le marché officiel et le marché noir, une manne financière très importante qui circule en dehors du contrôle de l'Etat, qui pourrait être d'une grande utilité, la conjoncture actuelle, où toutes les orientations sont dirigées vers le plan de relance économique engagé par l'Etat.

Cela étant, et en attendant que des mécanismes de régulations, actent le passage à de nouveaux systèmes pour la régulation du marché parallèle des devises, les cambistes semblent nourrir l'espoir d'une relance économique qui boosterait leur business et porterait la demande à la hausse, notamment par l'ouverture des frontières et la reprises des vols vers l'étranger.

Il faut croire que pour pareille situation, ces derniers font dans la rétention de fonds destinée à compenser les manques à gagner, causés par la double crise, sanitaire et pétrolière.

A.A

CONTRIBUTION

CRISE MALIENNE

MENACE DU CHAOS

VOILÀ QUE S'AJOUTE à cette liste funeste de déstabilisation politique régionale, le Mali, dont l'intérêt inévitable de l'Algérie est de sauvegarder l'intégrité territoriale de ce pays.



■ AHMED LAGRAA *

Il m'a été donné l'occasion de consacrer au Sahel, deux contributions, «Autopsie d'une crise» et «La menace d'implosion des Etats sahéliens nés de la décolonisation», parues dans *L'Expression* respectivement le 11/10/2012 et le 07/04/2013 appuyées de deux interviews accordées à *L'Expression* du 30/08/2012 et du 13/09/2012 dans lesquelles j'ai déclaré respectivement : «Il n'est pas dans l'intérêt de l'Algérie d'intervenir au Mali» et : «Les mises en garde de l'Algérie n'ont pas été entendues».

La crise actuelle est son point culminant. Le risque d'un éclatement du pays est à craindre. Le Nord, (l'Azawad), dissident, n'a jamais abandonné cette éventualité. Les différentes couches socioculturelles que tout sépare : (langue, origine raciale, culture, etc.) ne sont pas de nature à les rapprocher. Seul le côté culturel, en la foi musulmane, censé les unir, se trouve ébranlé par «le poison salé» des fanatiques religieux. La persistance de la crise est un danger menaçant toute la région. Secoué par des manifestations d'une ampleur sans précédent, le Mali avec le Niger constituent les frontières de l'extrême Sud du pays, les profondeurs de l'Algérie.

D'un côté la Tunisie qui depuis sa révolution en 2011 avec la chute du régime de feu Ben Ali est encore à la recherche de son chemin, malgré les largesses financières accordées par l'Algérie, incomprises par les populations, notamment celles du Grand Sud, en attente d'une meilleure répartition des richesses que renferment le sous-sol sous leurs pieds, brillamment résumée par le député algérien du Sud-Est, tout de même exprimée de la bouche d'un Targui. Cependant, les Algériens apprécient à sa juste valeur, le geste répété de l'aide humanitaire destinée aux populations des Etats du Sahel.

Depuis la chute de Kadhafi, la Libye est au bord d'un éclatement et le peuple scrute l'horizon avec une immense inquiétude quant à une solution qui s'éloigne chaque jour davantage.

Avec ce constat à ses frontières à l'Est, l'Algérie est fortement préoccupée de la crainte de voir le soleil tarder à se lever à son habitude un jour maudit.

Voilà que s'ajoute à cette liste funeste de déstabilisation politique régionale, le Mali, dont l'intérêt inévitable de l'Algérie est de sauvegarder l'intégrité territoriale de ce pays. Or, dans mon article : «La menace d'implosion des Etats sahéliens nés de la décolonisation», j'avais déjà lancé l'alerte d'une menace en provenance du Sud. Je n'ai pas cessé de réitérer cet appel à chaque occasion à qui de droit.

En outre, j'ai ajouté dans l'interview accordée à *L'Expression*, (n°3600 du jeudi 30/08/2012), que toutes nos frontières sont menacées.

Comme je ne peux m'abstenir d'ignorer la réalité évolutive irréversible des relations internationales entrées dans un processus de mondialisation accélérés de changement irrévocable.

À cela il ne faut pas omettre de prendre en considération les paramètres aggravants suivants :

-1 la menace djihadiste qui pèse sur les pays du Sahel pour exemple les répercussions de la faiblesse du régime au Burkina Faso à faire face au terrorisme

-2 l'engrenage de la violence au Mali, -3 la construction à nos frontières Ouest de casernes militaires,

-4 la tentative de Kadhafi de remplacer le CFA en vigueur dans les pays francophones par une monnaie unique : le dinar qui a précipité sa chute,

-5 la France n'a pas oublié l'achat du satellite de télécommunications en versant cash 300 millions de dollars sur les 500 par Kadhafi, la différence ayant été prise en charge par la Banque africaine de développement. Sans cette initiative les Africains n'auraient jamais pu caresser le téléphone mobile,

-6 la présence militaire française aidée par des conseillers américains et celle des Nations unies ne sont pas de nature à distinguer un horizon prometteur,

-7 enfin, le Nord du Mali et le Sud que tout oppose particulièrement sur le plan socioculturel, des couches composant la société malienne que le paramètre unique de la foi musulmane au lieu de les unir les soumet à une confrontation périlleuse.

À tous ces ingrédients, s'ajoute le

facteur commun à tous les pays africains, l'extrême pauvreté.

Cette dernière permet aux forces djihadistes de trouver le terrain fertile de leur engrenage.

Avec des ressources minières telles que l'or, diamant, bauxite, manganèse et 11 millions d'habitants sur un sol aussi riche comment expliquer la pauvreté du peuple malien après plus d'un demi-siècle d'indépendance ? C'est le drame de l'Afrique ?

Le coronavirus est entré dans la danse en aggravant la situation. La crise sanitaire inédite, gravissime, s'est greffée aux plans économique et social, comme un serpent entourant sa proie pour mieux l'étouffer et la digérer ensuite. Malgré cette situation dévastatrice au bord de l'anéantissement d'une société toute entière, la classe politique malienne reste préoccupée, coincée par un seul élément, le siège présidentiel. La survie d'une nation et de sa composante humaine importe peu par rapport au siège présidentiel. Mais de quelle espèce sont-ils ces hommes politiques africains ?

L'aboutissement de cette marmelade serait sans aucun doute, une mise en cause de toute la géographie politique de cette immense région aux richesses insoupçonnées.

À moins qu'une pandémie machiavélique d'un virus à grande échelle sur l'Afrique viendrait solutionner toutes ces interrogations, notamment celle de la géographie politique régionale.

A.L.

*Ancien diplomate

COUPE ARABE DES NATIONS

Sports
SAÏD MEKKI

La FIFA a envoyé aux 22 Fédérations arabes, dont l'Algérie, championne d'Afrique en titre, un courrier les invitant à participer à la Coupe arabe 2021, qui se tiendra au Qatar au cours du mois de décembre prochain. Cette simple information est d'importance «capitale» dans la mesure où les compétitions arabes n'étaient pas reconnues par l'Instance fédérale internationale. Aujourd'hui, c'est une preuve concrète que les compétitions arabes sont officiellement reconnues par la FIFA.

Le premier responsable de celle-ci, le Suisse Gianni Infantino, a indiqué dans un communiqué rendu public sur le site de l'instance mondiale que «cette compétition qui se tiendra au Qatar verra la participation des plus grandes équipes issues du Monde arabe (Asie et Afrique). «Les rencontres se dérouleront dans des stades de haut standing à une année du déroulement de la Coupe du monde 2022 dans ce même pays», a-t-il écrit. Ce tournoi aura lieu avec la participation, la première fois, de 22 équipes arabes, a indiqué un communiqué officiel de l'Union arabe publié sur Twitter.

«Cet événement aura un impact important sur le football de la région avec la participation de 22 équipes réparties sur deux continents partageant les mêmes cultures et valeurs», a indiqué la même source. Les Fennecs seront les participants les plus importants de cette édition, qui sera sûrement très disputée compte tenu des derbys qui la caractérisent. De plus, ajoute le communiqué, «cette Coupe arabe sera une étape importante

L'ALGÉRIE INVITÉE À L'ÉDITION 2021



La première édition de la Coupe arabe des nations a eu lieu en 1963 à Beyrouth (Liban) et a été remportée par la Tunisie. Les éditions de 1972, 1974 et 1976 ont été disputées sous l'appellation de « Coupe de Palestine ». La dernière édition remportée par le Maroc remonte à 2012 en Arabie saoudite, .

pour la sélection nationale du Qatar dans la perspective de préparer la Coupe du monde 2022 si elle se qualifie». Les rencontres se joueront sur les stades qui accueilleront la Coupe du monde 2022. Une belle opportunité aux organisateurs pour expérimenter et peaufiner leurs préparatifs pour le rendez-vous mondial.

Cette compétition va permettre à coup sûr à Belmadi et ses joueurs de se préparer au Mondial-2022 en cas de qualification. Et c'est une très bonne opportunité pour les Qataris afin de «tester» leurs différents sites et infrastructures sportives dans la perspective de les améliorer pour aborder le Mondial 2022 dans de très bonnes conditions.

Il est utile de rappeler que la première édition de la Coupe arabe des nations a eu lieu en 1963 à Beyrouth (Liban) et a été remportée par la Tunisie. Les éditions de 1972, 1974 et 1976 ont été disputées sous l'appellation de coupe de Palestine. Il y a eu 10 éditions de cette compétition régionale alors que celle de 2009 a été simplement annulée.

La dernière édition a eu lieu en 2012 en Arabie saoudite, remportée par le Maroc, et où l'Algérie n'a pas participé. La décision de la FAF de se retirer officiellement de cette compétition, a été liée à l'indisponibilité de la sélection «A» durant cette période allant du 22 juin au 5 juillet. Les Verts avaient juste le temps de prendre part aux premiers matchs éliminatoires du Mondial avant d'aller en vacances, ce qui ne leur laisse pas le temps de représenter le pays à cette compétition régionale.

S.M.

8 ans plus tard

Des matchs dans les stades du Mondial-2022

BRÈVES

BRENTFORD

Benrahma obtient la meilleure note

L'international algérien de Brentford, Saïd Benrahma, figure dans l'équipe-type de la saison de Championship réalisé par le site spécialisé *Whoscored*. Auteur de 17 buts et 8 passes décisives depuis le début de l'exercice en cours, l'ancien ailier de l'OGC Nice a été l'un des hommes forts de son équipe. Avec 7,51 pts, il a la meilleure note de l'équipe type de la saison. À 24 ans et après deux très bonnes saisons en deuxième division anglaise, Saïd Benrahma, devrait quitter Brentford cet été. Il est dans le viseur de plusieurs clubs anglais et un transfert est plus que possible.

EUROPA LEAGUE

Atal et Boudaoui qualifiés

La victoire du Paris Saint-Germain, vendredi dernier, en finale de coupe de France a envoyé l'équipe de l'OGC Nice en phase de groupes de l'Europa League. Cinquièmes au dernier classement général de Ligue 1, les coéquipiers de Youcef Atal et Hichem Boudaoui, prendront part à l'Europa League la saison prochaine. Ils n'auront pas à passer par les barrages de la compétition européenne. Le sacre parisien valide, ainsi, le ticket des Aiglons. Ces derniers avaient besoin d'une victoire de l'équipe de Thomas Tuchel en finale de coupe de France ou en finale de la coupe de la Ligue face à l'OL. Une victoire acquise face aux Verts dès vendredi soir au terme d'un match très haché (1-0).

AL ETTIFAQ

Pas de faveur pour M'Bolhi



Le chargé de communication d'Al Ettifaq, Khaled Nasser, a affirmé que l'international algérien, Rais M'Bolhi, avait lui aussi connu une baisse de salaire lors de la période de confinement. Le dirigeant saoudien a tenu à démentir les rumeurs qui annonçaient que le portier de 34 ans avait reçu la totalité de son salaire. «Nous n'avons favorisé aucun joueur par rapport à un autre. La directive de baisse de salaire a été appliquée à tous les joueurs de l'équipe», a expliqué Khaled Nasser.

MC ORAN

Les enjeux d'une assemblée générale minée

L'assemblée générale de la SSPA/MCO se tiendra le 10 août en présence du directeur de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Oran en qualité d'observateur.

WAHIB AIT OUAkli

De bourdes sans frontières à la gaucherie, le MC Oran s'isole de plus en plus prenant des écarts, quant au pouvoir décisionnel à telle enseigne que sa direction peine à trancher sur la suite à donner au Championnat national en ne répondant pas au courrier de la FAF, celle-ci ayant jugé utile de jauger le terrain en concertant l'ensemble des clubs professionnels. Le club est dépassé par les événements qui se succèdent, à tel point que l'on a, par inadvertance ou volontairement, «omis» de prendre part à la décision de la FAF quant à la suite à donner au Championnat national à l'arrêt depuis la propagation du Covid-19. Cette «balourdise» n'est pas passée inaperçue dans la cité, les supporters du MCO sont plus que furieux, quant à ce faux bond ou encore ce silence observé par le club. En d'autres termes, l'avenir du championnat risque de se décider sans l'avis des Hamraoua, alors que ce même club, ayant joué les premiers rôles dans plusieurs compétitions, s'est toujours réservé son mot de la fin, notamment en ce qui concerne les questions qui fâchent. Les dépôts, par écrit, des recommandations des clubs est fixé pour demain. Le MCO est, jusqu'à l'heure, aux abonnés absents. À qui est, donc, imputable cette lacune ? Plus d'un désigne les «partenaires associés, contre attente, pour tout le pire bafouant de bout en bout le meilleur, ne serait-ce que minime, du club», déplore-t-on. Cela survient alors que les préparatifs pour la tenue de l'Assemblée générale sont menés d'arrache-pied, celle-ci se tiendra à partir de la fin de la journée du 10 août dans l'hôtel Sheraton. Elle regroupera les 19



On tourne en rond

actionnaires devant débattre la situation liée à la question financière depuis la création de la SSPA/MCO et ce, en présence du directeur de la jeunesse et des sports en qualité d'observateur. La rencontre, préparée par le juriste, sera supervisée par un huissier de justice et marquée par la participation du commissaire aux comptes. L'enjeu est tellement de taille que cette AG est d'ores et déjà minée, elle est jonchée de peaux de bananes. Les participants sont appelés à officialiser le partenariat de Sofiane Benouameur en tant qu'actionnaire après avoir acquis les parts de deux autres partenaires en l'occurrence Benchenne et Larbi Abdelilah. Toutefois, Benouameur n'ouvre pas droit à postuler quant à prendre les rênes du club sans avoir l'officialisation de son partenariat par le reste des actionnaires du Mouloudia. Ce dernier n'est, pas pour sa part, intéressé par ce titre. Il l'a d'ailleurs réitéré dans plusieurs de ses sorties médiatiques, en affirmant n'afficher «aucun» désir quant à pré-

senter sa candidature à la tête du club. Il explique qu'il occupe le poste de président du club de la capitale de Dahra, le WA Mostaganem, s'apprêtant à rallier la division des clubs amateurs. Les adjudications tous azimuts ne sont tout de même pas écartées à l'occasion de la tenue de cette rencontre dans laquelle l'ancien avant-centre du club, Habib Benmimoun, actionnaire lui aussi, ne compte pas jouer les seconds rôles. Sa présence aux travaux de l'AG sera active, étant donné qu'il représente l'actuelle direction générale guidée par son vieil ami, lui prêtant main forte en toutes circonstances. Il s'agit de Si Tahar Cherif El Ouezzani, dont la continuité au sein du club est, en contrepartie, très défendue par Benmimoun. Le duo se serre les coudes pour maintenir en place CEO. Celui-ci a joué un rôle de premier ordre en lançant les premiers jalons, quant à l'avènement d'une entreprise nationale à la tête du club, en l'occurrence celle spécialisée dans les transports maritimes des hydrocarbures,

Hypoc. Dresser les uns contre les autres n'est pas jouable si facilement devant le partenaire principal, Ahmed Belhadj, dit «Baba», qui détient la majorité des actions à raison de 53%. Le règlement intérieur de l'entreprise donne quitus à ce dernier pour agir et réagir en menant le bateau à sa guise notamment en ce qui concerne l'installation du conseil d'administration. Cependant, la mise en place d'un président est soumise au vote. Les connaisseurs des secrets du club misent gros sur «la coalition du duo Baba-Mehiaoui». Les deux hommes détiennent à eux seuls 73% des actions. Cette équation leur ouvre la voie leur permettant de peser lourdement dans les travaux de l'AG du 10 août, notamment dans le point lié à la mise en place du conseil d'administration, lequel bénira, sans aucun doute, le prochain P-DG de l'entreprise. Ainsi, le retour de Baba n'est pas écarté à défaut de Mehiaoui, celui-ci est président du club amateur (CSA).

W.A.O.

MC ALGER

CONFIANCE RENOUVELÉE À ALMAS

La direction actuelle du MCA continuera sa mission à la tête du club. La décision a été prise par le P-DG de la Sonatrach, Toufik Hakkar.

MOHAMED BENHAMA

Dans la matinée d'hier, le P-DG de Sonatrach, Toufik Hakkar, s'est réuni avec les responsables des dirigeants du MC Alger, club dont la Compagnie nationale des hydrocarbures est l'actionnaire majoritaire. Plusieurs décisions ont été prises lors de ce conclave, dont la plus importante concerne l'avenir de l'actuelle direction du club. Celle-ci a vu Hakkar lui renouveler sa confiance, non sans conditions. Ainsi, l'équipe dirigée par le président du conseil d'administration, Abdennacer Almas, continuera sa mission et dirigera les affaires courantes du club la saison prochaine.

Seulement, Hakkar a posé quelques conditions, concernant, en premier lieu, la gestion financière du club. Le responsable en question s'est entendu avec ses interlocuteurs sur un plafonnement des salaires dès la saison prochaine. Le seuil fixé est de 250 millions de centimes par mois. Cela obligera, donc, Almas à entamer dès lors les négociations avec les joueurs dont le salaire dépasse ce montant. Sa mission, faut-il le dire, ne sera pas une sinécure puisque certains éléments refusent, d'ores et déjà, cette option. Cela risque, aussi, d'influer négativement sur le recrutement. Dans le même sillage concernant le volet financier, Hakkar a été clair, net et précis en affirmant qu'il ne tolé-

ra aucune réserve, dorénavant, sur le bilan financier ou un trou, comme cela avait été le cas dernièrement. Et dans le sillage de la rationalisation des dépenses, il est désormais strictement interdit d'organiser des mises au vert à la veille des matchs dans des hôtels luxueux, selon les directives de Hakkar. Par ailleurs, le premier responsable de la Sonatrach a demandé à Almas de foncer sur le dossier d'une éventuelle domiciliation de l'équipe au stade de Douéra, dès que celui-ci sera livré. Il s'est engagé, par ailleurs, à entamer, les travaux de construction du centre d'entraînement à Zéralda dès le mois de septembre prochain.

M. B

MILAN AC

Bennacer, une décision en fin de saison

Courtisé par des clubs en Europe, Ismaël Bennacer, pourrait prendre une décision sur son avenir à la fin de cette saison. Ismaël Bennacer, la recrue phare du Milan AC, qui fait bouger toute l'Europe. Un an après son arrivée en Lombardie, l'international algérien a éclaboussé San Siro de tout son talent. Une constance dans ses performances qui donne des envies à d'autres formations à l'instar de Manchester City et du PSG.

Dans une interview accordée à nos confrères du quotidien *Le Buteur*, le milieu de terrain de 22 ans s'est prononcé sur son avenir. «Mon seul objectif est de finir la saison en force avec Milan. Du coup, je travaille sereinement, il reste encore quelques matchs à finir et il va falloir se concentrer sur la fin de saison, ensuite on verra ce qui va se passer», a-t-il déclaré. Bennacer, cible de grands clubs européens, devrait donner une réponse claire dans les semaines à venir. Dans ses anciennes déclarations, il a juré fidélité au Milan AC.

REMUE-MÉNAGE À LA DIRECTION DE LA JSK

Kamel Abdeslam nouveau directeur sportif

Le lifting opéré par le président du club, Chérif Mellal, a pour but de stopper les critiques de ses «détracteurs», qui n'ont pas cessé de lui reprocher d'être mal entouré et mal conseillé.

KAMEL BOUDJADI

L'ancien joueur de la JS Kabylie, Kamel Abdeslam, est désormais le nouveau directeur sportif du club. L'arrivée de cet ancien axial, qui a fait le bonheur du club de la Kabylie durant la période du Jumbo-jet a été annoncée sur la page officielle Facebook, vendredi. Sans évoquer la question du salaire, la direction du club s'est félicitée de la venue de cet enfant de la maison, qui a marqué la défense kabyle par sa touche. L'installation définitive de ce dernier interviendra probablement dans les tout prochains jours, selon nos sources. Toujours au chapitre du remue-ménage qui est en train de s'effectuer dans la direction de la JSK, il est à noter également la démission imprévue et pour le moment inexplicable du manager du club Kamel Marek, qui a pris en charge durant longtemps la question des recrutements. À signaler également l'arrivée inattendue de Abderrezak Djahnit comme manager général des catégories jeunes. En effet, on peut aisément affirmer, sans risque de se tromper, que cette semaine est celle du remue-ménage dans la maison kabyle. La direction est en train de connaître un sérieux lifting. Un lifting opéré par le président



Retour au bercail

Chérif Mellal dans le but de stopper les critiques de ses adversaires qui n'ont pas cessé de lui reprocher d'être mal entouré et mal conseillé. Tout indique que ce dernier consacre cette période de passage à vide à cette opération qui va changer

de fond en comble la gestion du club le plus titré d'Algérie. En fait, il est évident que le remue-ménage a été choisi par Mellal dans le but de s'entourer de personnes de confiance. Son souci n'est pas uniquement la compétence des dirigeants mais sur-

tout la confiance. Nous avons assisté la saison passée à des rebondissements et des départs inattendus dans les moments les plus difficiles qui nécessitent de la stabilité. Ces opérations visent à instaurer donc un climat serein capable d'apporter la paix et la stabilité nécessaires à l'équipe. Cependant, si la direction connaît des changements à un rythme très intense, il est à signaler que Mellal a décidé de renouveler sa confiance à l'entraîneur franco-tunisien Yamen Zelfani qui a fait une partie de la dernière saison. Confiant en ses capacités, le président de la JSK maintient donc ce technicien qui a pris la place d'Hubert Velud à un moment difficile où les Canaris ne trouvaient pas leurs marques. Muni d'une confiance en soi inébranlable, Zelfani a su redresser la barre et remettre l'équipe sur la piste des victoires. Enfin, rappelons que l'effectif kabyle connaîtra l'arrivée d'une vague de jeunes talents tirés du terroir. Six jeunes joueurs du cru viennent en effet de signer des contrats de cinq années avec la JSK. Pour renforcer l'effectif en jeunes talents, nos sources affirment que le club kabyle est intéressé par un jeune joueur de l'US Béni Douala, Meddah. Ce défenseur pourrait donc prendre place à la JSK dès l'entame de la prochaine saison.

K. B.

AL RAYYAN

BRAHIMI BUTEUR DÈS LA REPRISE

L'international algérien Yacine Brahimi a largement contribué à la victoire d'Al Rayyan contre le Qatar SC (2-1), mi-temps (1-1), vendredi dernier, pour le compte de la reprise du championnat qatari (18e journée). Menée au score (1-0) sur un but de Rodriguez (10'), Al Rayyan a égalisé grâce au milieu du terrain algérien qui a transformé un penalty juste avant la pause pour son 12e but de la saison en QSL en 18 matchs. L'ancien joueur du FC Porto est également impliqué dans le but de la victoire inscrit par son coéquipier Yoha Boli à cinq minutes de l'épilogue après une première tentative de Brahimi sur le poteau. Avec 12 buts inscrits cette saison, Brahimi rejoint son compatriote Baghdad Bounedjah et l'international Akram Afif en tête du classement des buteurs.

AL SADD

L'ENTRAÎNEUR DE BOUNEDJAH TESTÉ POSITIF AU CORONAVIRUS

L'ancienne gloire de Barcelone et de l'Espagne Xavi Hernandez a été testé positif au coronavirus, a déclaré samedi l'entraîneur d'Al-Sadd sur le compte Twitter du club qatari, où évolue l'international algérien, Baghdad Bounedjah. Xavi a, donc, manqué la reprise du championnat, hier, contre Al-Khor. « Il y a quelques jours,

suivant le protocole de la Ligue au Qatar, j'ai été testé positif lors du dernier test au Covid-19 », a déclaré le technicien de 40 ans. L'ancien milieu Champion du monde 2010 a récemment mis fin aux rumeurs qui l'envoyaient aux commandes du Barça en prolongeant son contrat à la tête d'Al-Sadd pour la saison 2020-2021.

JEUX OLYMPIQUES

Les conséquences psychologiques du report

Vendredi dernier aurait dû être marqué par la cérémonie d'ouverture des JO de Tokyo. Seulement la crise sanitaire en a décidé autrement, les jeux Olympiques ont été reportés à l'an prochain. Pour les sportifs qui se préparaient pour cette échéance, l'annonce du 24 mars dernier a été une véritable déflagration pour tous les athlètes qui se préparaient pour cette échéance olympique.

«Elle a été si importante, que beaucoup d'entre eux ont mis du temps à réaliser que les Jeux ont été reportés. Ça a été un choc», décrit Meriem Salmi, une psychologue qui travaille avec de nombreux sportifs. La pentathlète Élodie Clouvel avoue d'ailleurs qu'aujourd'hui encore, et peut-être plus ces derniers temps, à l'approche des dates fatidiques, elle y pense beaucoup. « J'ai quand même fait des rêves, je croyais que les Jeux n'étaient pas annulés et que c'est moi qui m'étais trompée. J'ai fait deux fois ce rêve là. » Elle rajoute que «psychologiquement, ça a été un impact». «Un athlète de haut niveau

est construit sur un schéma très précis, rappelle Meriem Salmi. C'est comme si quelqu'un se retrouvait sans emploi du jour au lendemain, c'est assez angoissant.» Même Teddy Riner, Champion du monde de judo à 10 reprises, a failli raccrocher son kimono. C'est sa femme Lutna qui a trouvé comment le remotiver en lui faisant comprendre que son fils l'avait vu gagner à Rio mais que ce n'était pas le cas de sa petite fille.

«C'est ce qui me pousse à continuer, gagner devant ma fille, se dire qu'elle était là, se dire qu'elle a vu son père aux jeux Olympiques, avoue le judoka français. Je vais m'entraîner, je vais faire tout ce qu'il faut pour aller chercher cette médaille d'or», poursuit-il. La thérapeute Meriem Salmi a dû se réinventer face à cette situation inédite. Mais son message reste clair envers ses patients : «On n'a pas le choix, soit on se prépare pour les jeux en sachant qu'on n'ira peut-être pas. Soit on ne se prépare pas. [...] À un an des Jeux, on ne peut rester entre les deux, psychologiquement on est en conflit

psychique en permanence.» Il reste toujours une épée de Damoclès au-dessus des Jeux de Tokyo : le Covid-19. Certains pensent que si aucun vaccin n'est trouvé, si la pandémie ne se résorbe pas, alors il y a une possibilité que les jeux n'aient pas lieu l'an prochain. Pour certains sportifs, comme le Champion du monde de karaté, Steven Da Costa, ce serait le coup de massue.

«C'est le rendez-vous qu'il ne faut pas manquer, estime le karatéka. Ce sont nos premiers Jeux et nos derniers surtout. S'ils viennent à être annulés, ce serait une malédiction pour nous.» Le Karaté, enfin sport olympique à Tokyo, n'a en effet pas été retenu au programme de Paris 2024. Autant dire qu'une annulation serait un choc difficile à encaisser pour Steven Da Costa, qui n'aura pas de 2ème chance de vivre l'aventure olympique. D'autres athlètes sont déjà prêts à repousser leur retraite sportive pour terminer leur carrière à Paris en 2024.

BRÈVES OMNISPORTS

CIO

Des excuses pour un tweet

Le Comité international olympique (CIO) a supprimé vendredi un tweet posté la veille et montrant un film des jeux de l'Allemagne nazie de Berlin 1936, accompagné du hashtag « plus forts ensemble » (Stronger together), qui a suscité de nombreuses indignations. Dans le dernier d'une série de tweets le CIO a adressé ses excuses «à ceux qui se sont sentis offensés». Le tweet controversé faisait partie d'une série de 30 minifilms montrant l'allumage de la flamme olympique lors de différents Jeux, à un an des prochains JO de Tokyo, reportés en juillet 2021. «Berlin 1936 a marqué le 1er relais de la flamme olympique vers le chaudron. Nous avons hâte de voir le prochain au Japon», pouvait-on lire sur le tweet, suivi du hashtag StrongerTogether. La légèreté du ton contrastait avec les images montrant le sprinter et sauteur en longueur noir américain Jesse Owens, quadruple champion olympique à Berlin, ainsi que l'allumage de la vasque olympique, mises en scène par la cinéaste Leni Riefenstahl, au service de la propagande nazie. La vague d'indignation comprenait notamment un tweet du Musée-mémorial d'Auschwitz-Birkenau, rappelant que la «dictature nazie» avait utilisé les jeux Olympiques pour masquer «son caractère raciste et militariste» et «pour tromper les spectateurs étrangers avec l'image d'une Allemagne pacifique et tolérante».

BASKET-BALL – NBA

Des supporters sur écrans à la reprise

Des écrans vidéo représentant des supporters seront installés autour des parquets de NBA à la reprise du championnat le 30 juillet, ont annoncé la Ligue et son partenaire Microsoft. Plus de 300 supporters pourront apparaître, en cinq rangées, lors de chaque match autour des terrains, sur des écrans de 5 mètres de long, grâce à une technologie similaire à celle déployée en Europe par des clubs de football, notamment Manchester City. «Nous sommes heureux de dévoiler une série d'améliorations qui rapprochera les supporters du jeu et leur permettra de personnaliser leur expérience», a déclaré Sara Zuckert, chargée des innovations télévisuelles pour la NBA. «Notre objectif est de créer une expérience immersive et agréable où les supporters pourront communiquer les uns avec les autres et garder un sens de l'appartenance», ajoute-t-elle.

REAL MADRID

Zidane ne bougerait pas à l'intersaison

«Personne ne sait vraiment ce qui va se passer. J'ai un contrat et je suis heureux et tranquille avec ce que j'ai. Mais je ne sais pas ce qui se passera à l'avenir.» Voici le message que faisait récemment Zinedine Zidane en conférence de presse. De quoi jeter un froid concret sur son avenir en tant qu'entraîneur du Real Madrid, où il est contractuellement lié jusqu'en juin 2022. D'autant plus que la porte de la Juventus lui serait toujours ouverte.

Le10sport.com a révélé en exclusivité le 19 avril dernier que la Vieille Dame savait qu'il y avait une opportunité à saisir dans ce dossier. Cependant, l'entraîneur français est parvenu à inverser la tendance en Liga grâce à un retour parfait à la compétition suite à la pause forcée à cause du Covid-19. Le Real Madrid a été sacré champion d'Espagne, une première depuis 2017. Et en l'état actuel des choses, Zidane ne devrait pas bouger de la Casa Blanca cet été. Jeudi dernier, *Marca* dévoilait que grâce au succès du Real Madrid en Liga, Zinedine Zidane aurait sauvé sa peau alors qu'il était jusqu'à quelques semaines sur la sellette selon la presse anglaise et espagnole. Correspondant en Espagne pour *The Evening Standard*, Ben Hayward a confirmé cette tendance. D'après ses informations récoltées sur place à Madrid, Zidane aurait retrouvé les faveurs de son président Florentino Pérez. La saison prochaine, à moins qu'il ne décide de son plein gré de plier bagage cet été, Zinedine Zidane sera à la tête de l'effectif du Real Madrid. Affaire classée ? Réponse dans les prochaines semaines.

FC Valence
L'offre des Citizens pour Torres rejetée

Très apprécié par Pep Guardiola, le jeune Ferran Torres (20 ans) a fait l'objet d'une offensive très concrète de la part de

Manchester City, ces derniers jours. Si le joueur semble avoir trouvé un accord avec le club mancunien pour un transfert dès cet été, Valence n'a pas l'intention de céder son grand espoir aussi facilement. L'attaquant de 20 ans est en effet considéré comme l'un des plus grands espoirs du football espagnol et Valence cherche à obtenir la plus grosse indemnité possible. Une première offre, dont le montant n'a pas filtré, aurait ainsi été rejetée selon *Eurosport UK*.

PSG

L'Europe entière tremble pour Mbappé

Les images du remplacement de Kylian Mbappé, vendredi soir, font le tour de l'Europe. Les médias étrangers ont ainsi largement relayé la blessure de la star parisienne.



Vendredi soir, le Paris Saint-Germain a ajouté une nouvelle ligne à son palmarès en s'emparant de la victoire en coupe de France après être venu à bout des Verts (1-0). Un énième titre national pour le club de la capitale au terme d'un match qui a surtout été marqué par la blessure de Kylian Mbappé, touché à la cheville en première période après un tackle appuyé de Loïc Perrin. Le Bondynois a dû quitter ses partenaires, et forcément, il semblait plutôt triste. Et très vite, cette blessure a fait parler. C'est logiquement en Italie, avec le futur duel entre l'Atalanta et le club de la capitale, qu'on a le plus commenté la situation du Français. Je ne savais pas pour Mbappé. «Je suis désolé.

C'est un très grand joueur, j'espère que ce n'est rien de grave», a lancé Gian Piero Gasperini, coach de la Dea, qui jouait face à l'AC Milan en même temps que le Paris Saint-Germain. Dès sa blessure, le joueur formé à l'AS Monaco s'est par exemple retrouvé en une du site du *Corriere dello Sport*. De même sur *Tuttosport*, où on

joueur quittant le terrain en larmes et où on évoque déjà ce risque de forfait face à la formation de Bergame. Et s'il y a un pays où on suit attentivement l'évolution du Français, c'est en Espagne, et plus précisément à Madrid, où on le voit revêtir la tunique blanche du Real dans les prochaines années. Mbappé a ainsi droit à un encart sur la une du quotidien *AS*, où on parle «d'alarme Mbappé», et où on évoque aussi son possible forfait. Cas de figure similaire du côté de *Marca*, où on a publié un article sur sa blessure quelques minutes après son remplacement seulement. Les médias catalans ont aussi publié des articles pour donner des nouvelles du joueur. Chez les Anglais, Mbappé occupe aussi une bonne partie de l'actualité matinale de ce samedi, puisqu'il est en une du site de la *BBC Sport*, où en plus du titre parisien on évoque directement le cas du Champion du monde.

«Le PSG remporte la coupe de France avec le retour des fans, mais Mbappé quitte le terrain en pleurs», peut-on lire. *Sky Sports* consacre aussi un article au joueur parisien, et il est plus question de sa blessure que du sacre du PSG. Il est même en une du *Daily Mirror*, qui évoque un «tackle horrible» du Stéphanois. Preuve, s'il y en avait encore besoin, que le Parisien est bel et bien une star au niveau mondial...

MILAN AC
Pioli veut garder Ibrahimovic

Indispensable depuis son retour, l'hiver dernier, Zlatan Ibrahimovic, dont le contrat expire dans les prochains jours, pourrait prolonger d'une année avec le Milan AC. C'est en tout cas le souhait de l'entraîneur de l'attaquant suédois, Stefano Pioli. «Le Milan du futur ? Je l'imagine dans la continuité de celui-ci, et si nous pouvons l'améliorer, nous l'améliorerons. L'apport d'Ibrahimovic est évident. J'espère pouvoir travailler de nouveau avec lui. Mais il y a beaucoup d'éléments qui vont entrer en ligne de compte. Qu'Ibra puisse être un moteur et décisif, j'en suis convaincu, mais cela dépendra de beaucoup de choses. Je crois que Zlatan et le club n'ont pas encore parlé. Il n'y avait aucune certitude sur l'entraîneur il y a peu, c'est pourquoi il était impossible de lui parler», a indiqué le coach italien, qui a rempilé jusqu'en juin 2022, face à la presse.

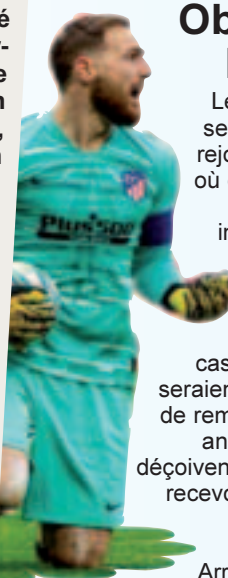
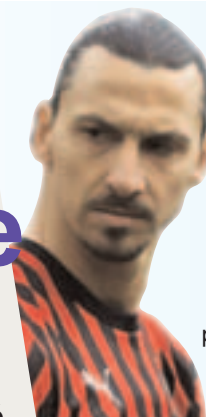
BAYERN MUNICH
Coman suivi par Man United

Malgré une saison 2019-2020 globalement satisfaisante (7 buts et 7 passes décisives en 35 matchs), Kingsley Coman (24 ans) n'est pas sûr de rester au Bayern Munich. En effet, la venue de Leroy Sané pourrait faire de l'ombre à l'ailier français, qui n'est pas contre une nouvelle

expérience. D'après *The Athletic*, Manchester United est particulièrement intéressé par le profil de l'ancien Parisien et réfléchit à passer à l'action dans les semaines à venir. Sous contrat jusqu'en juin 2023, le Bleu est estimé aux alentours de 50 millions d'euros.

ATLETICO MADRID
Oblak, direction l'Angleterre ?

Le portier des Colchoneros serait très ouvert à l'idée de rejoindre la Premier League, où deux clubs souhaiteraient le recruter. Selon les informations du *Daily Mail*, Manchester United et Chelsea surveilleraient la situation de Jan Oblak (27 ans). Dans le cas de MU, les décideurs ne seraient pas contre la possibilité de remplacer David De Gea (29 ans), dont les performances déçoivent. L'Atletico Madrid pense recevoir des offres de ces deux formations, dans les prochaines semaines. Arrivé dans le club espagnol en 2014, Jan Oblak, actuellement considéré comme l'un des trois meilleurs gardiens du monde, y est lié jusqu'en 2023.



ALORS QUE LES SPÉCULATIONS SUR SA SANTÉ VONT BON TRAIN

Joe Biden est toujours en quête d'une vice-présidente

JOE BIDEN s'est déjà engagé à choisir une femme - qui serait en cas de victoire la première de l'Histoire à ce poste - et, avec les récentes manifestations contre le racisme, beaucoup de responsables démocrates lui ont demandé de choisir une femme de couleur.

Candidat démocrate âgé, blanc et modéré, recherche jeune colistière dynamique, noire de préférence, pour un mandat susceptible de devenir pour elle le tremplin idéal pour rester à la Maison-Blanche. A près de 100 jours de l'élection américaine du 3 novembre le choix du candidat au poste de vice-président, qui accompagnera Joe Biden sur le «ticket», revêt une importance particulière, l'ancien sénateur du Delaware ayant admis qu'il serait «un candidat de transition» qui pourrait préparer le terrain pour une nouvelle génération de leaders démocrates. À 77 ans, l'ancien «VP» de Barack Obama sait qu'il serait le plus vieux président jamais élu et que les spéculations sur sa santé, mentale ou physique, vont bon train. Si sa forme venait à décliner, il a assuré qu'il ne se représenterait pas en 2024. Surtout, en cas de décès, la vice-présidente dirigerait le pays jusqu'à la prochaine élection.

Joe Biden s'est déjà engagé à choisir une femme - qui serait en cas de victoire la première de l'Histoire à ce poste - et, avec les récentes manifestations contre le racisme, beaucoup de responsables démocrates lui ont demandé de choisir une femme de couleur. Choisira-t-il la sénatrice démocrate, candidate contre lui à la primaire, Kamala Harris? Ou l'ancienne conseillère à la sécurité nationale d'Obama, Susan Rice? Le nom de la sénatrice progressiste, blanche, Elizabeth Warren a également été avancé, pour plaire à l'aile gauche du parti, mais son âge (71 ans) pourrait être un frein à sa candidature. «Joe» pourrait également se tourner vers la sénatrice d'origine asiatique Tammy Duckworth, ancienne militaire qui a perdu ses jam-



bes en Irak et pourrait séduire un électorat plus modéré. «Je pense que Biden ne sait pas encore qui il va choisir», estime Joel Goldstein, spécialiste de la fonction vice-présidentielle à la faculté de droit de l'université de Saint Louis.

La convention démocrate, virtuelle pour cause de pandémie et probablement sans photo commune entre M. Biden et sa colistière, est prévue du 17 au 20 août, et le nom de cette dernière attendu début août. «La question principale est: les candidats au poste seront-ils prêts à jouer leur rôle sur la scène nationale?» Dans les sondages nationaux, le candidat Biden devance le président Trump, en particulier dans des Etats clés comme la Floride, la Pennsylvanie ou le Wisconsin, qui ont permis au milliardaire républicain de l'emporter en 2016. Une position plutôt confortable donc pour Joe Biden, qui ne compte pas sur son choix de colistière pour donner un nouveau souffle à sa campagne comme l'avait fait le

républicain John McCain en 2008 avec Sarah Palin. Un coup d'oeil dans le rétroviseur de l'Histoire nous rappelle que 15 des 18 derniers colistiers démocrates étaient des élus du Sénat, comme Biden en 2008. Avantage Harris, Warren ou Duckworth, alors ? Pas si sûr. L'élue Val Demings, qui a participé en début d'année à l'instruction du procès en destitution de Donald Trump à la Chambre des représentants, a un profil intéressant, elle qui a été la première cheffe noire de la police d'Orlando, en Floride.

Le nom de Karen Bass, à la tête du groupe parlementaire rassemblant les représentants noirs, revient également, tout comme celui de la maire d'Atlanta Keisha Lance Bottoms. Deux femmes hispaniques sont également évoquées: la gouverneure du Nouveau-Mexique Michelle Lujan Grisham et la sénatrice du Nevada Catherine Cortez Masto, la première «latina» à siéger au Sénat.

Lors d'une interview à CBS News le mois dernier, le candi-

dat Biden a expliqué que sa colistière devrait être «totalement» en phase avec sa philosophie politique, mais également «prête à devenir présidente dès le premier jour» d'un pays ravagé par une crise sanitaire et économique. «Je pense que pour Biden, ce fait de se tenir prête est le critère numéro un», expliquait en juillet Alyssa Mastromonaco, une des responsables de la Maison-Blanche sous Obama. «Je ne pense pas qu'il puisse se permettre de choisir quelqu'un qui sorte des sentiers battus.»

De toute façon, l'objectif affiché des démocrates étant de chasser Donald Trump de la Maison-Blanche, le choix de la potentielle vice-présidente ne risque de faire bouger les intentions de vote pour Joe Biden que de façon très marginale.

Mais le choix d'un candidat modéré, rappelle Joel Goldstein, pourrait finir de pousser les indécis ou républicains anti-Trump dans les bras du candidat démocrate.



POUR PRÉPARER LA RIPOSTE À LA PANDEMIC

Réunion des MAE des BRICS en septembre

Une réunion formelle des ministres des Affaires étrangères des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) sera organisée début septembre, a déclaré vendredi le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères Wang Wenbin, rapporte l'agence Chine Nouvelle. D'après M. Wang, face à la complexité de la conjoncture internationale, la Chine se réjouit d'échanger des opinions sur les défis importants auxquels est confrontée la communauté internationale et de préparer le sommet des chefs d'Etat. Notant que la réunion des ministres de l'Economie et du Commerce des BRICS a été organisée jeudi, M. Wang a indiqué que les ministres des cinq pays avaient convenu que face aux risques de baisse de l'économie mondiale, les pays des BRICS devaient insister sur la coopération, la collaboration dans la chaîne d'approvisionnement et la chaîne de valeur, et la sauvegarde du système commercial multilatéral. Eviter les mesures unilatérales et protectionnistes, soutenir les réformes nécessaires de l'Organisation mondiale du commerce et protéger les droits et intérêts légitimes des membres en développement sont cruciaux. Les pays des BRICS sont des marchés émergents et pays en développement avec une influence mondiale. Dans le contexte actuel, en maintenant l'esprit d'ouverture des BRICS, la coopération inclusive et le renforcement de l'unité et de la collaboration dans le commerce, ils stimuleront le rétablissement de leur propre économie, mais aideront aussi à assurer le bon fonctionnement des chaînes industrielles et l'approvisionnement internationaux pour une reprise rapide de l'économie mondiale.

NIGERIA

L'ONU condamne le meurtre de cinq civils, dont trois travailleurs humanitaires

L'organisation des Nations unies a condamné le meurtre de cinq civils, dont trois travailleurs humanitaires, par un groupe armé au nord-est du Nigéria, tout en appelant à ne ménager aucun effort pour identifier et traduire en justice les auteurs de ce crime. Les trois humanitaires, qui travaillaient pour les ONG Acted, International Rescue Committee (IRC) et Action contre la faim (ACF), ont été tués mercredi au nord de l'Etat de Borno, après avoir été enlevés en juin dernier. Par la voix de son porte-parole, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a fermement condamné ces meurtres et appelé les autorités nigérianes à ne ménager aucun effort pour identifier et traduire rapidement en justice leurs auteurs. M. Guterres a aussi réaffirmé que les attaques contre des civils, y compris des travailleurs humanitaires, sont une violation du droit international humanitaire. De son côté, le coordinateur humanitaire des Nations unies au Nigeria, Edward Kallon, s'est dit choqué et horrifié par ces «meurtres horribles» qu'il a condamnés ainsi que toutes les violences visant les travailleurs humanitaires et les civils qu'ils aident. Les trois humanitaires tués mercredi avaient été enlevés en juin alors qu'ils voyageaient sur une route principale de Monguno à Maiduguri, la capitale de l'Etat de Borno.

ERDOGAN À LA PRIÈRE DANS SAINTE-SOPHIE REDEVENUE UNE MOSQUÉE

Tensions accrues entre Ankara et l'Union européenne

Le président turc Recep Tayyip Erdogan participait vendredi à la première prière musulmane dans l'ex-basilique Sainte-Sophie depuis sa reconversion en mosquée, l'occasion pour ce nostalgique de l'Empire ottoman de s'offrir un coup d'éclat malgré les condamnations. OEuvre architecturale majeure construite au VIe siècle et monument le plus visité d'Istanbul, Sainte-Sophie a successivement été une basilique byzantine, une mosquée ottomane et un musée. Le 10 juillet, M. Erdogan a décidé de rendre l'édifice au culte musulman après une décision de justice révoquant son statut de musée. Cette mesure a suscité la colère de certains pays, notamment la Grèce qui suit de près le devenir du patrimoine byzantin en Turquie. Le pape François s'est aussi dit «très affligé» par cette reconversion.

Deux semaines à peine après cette décision, entre 700 et un millier de fidèles musulmans ont participé vers 10h00 GMT à la prière du vendredi à Sainte-Sophie, en présence du chef de l'Etat turc, selon l'Autorité des affaires religieuses (Diyanet). Des dirigeants et responsables de plusieurs pays majoritairement musulmans, comme le Qatar et l'Azerbaïdjan, ont également été

invités, selon la presse turque. Quelque 20.000 membres des services de sécurité seront déployés. Pandémie de nouveau coronavirus oblige, les autorités prendront la température des fidèles, qui ont été appelés à «s'équiper d'un masque» et à respecter la distanciation. Trois imams ont été officiellement nommés jeudi pour officier à Sainte-Sophie, ainsi que cinq muezzins, chargés de lancer l'appel à la prière.

Pour nombre d'observateurs, la reconversion de Sainte-Sophie en mosquée par M. Erdogan vise à galvaniser sa base électorale conservatrice et nationaliste dans un contexte de difficultés économiques aggravées par la pandémie. En prenant cette décision, le chef de l'Etat s'attaque aussi à l'héritage du fondateur de la République, Mustafa Kemal, qui avait transformé Sainte-Sophie en musée en 1934 pour en faire l'emblème d'une Turquie laïque. Comme un symbole, M. Erdogan a d'ailleurs choisi pour la première prière le jour du 97ème anniversaire du traité de Lausanne qui fixe les frontières de la Turquie moderne et que le président, nostalgique de l'Empire ottoman, appelle souvent à réviser.

Mercredi, M. Erdogan a partagé sur

Twitter une vidéo mettant en scène des musulmans des quatre coins du monde islamique en train de chanter à la gloire de Sainte-Sophie. «Tu es à nous depuis toujours, et nous sommes à toi», a commenté le président turc. La prière de vendredi intervient par ailleurs dans un contexte de fortes tensions entre Ankara et Athènes, liées notamment aux explorations turques d'hydrocarbures en Méditerranée orientale. La Grèce a vivement dénoncé la reconversion de Sainte-Sophie en mosquée, y voyant une «provocation envers le monde civilisé».

Mais Ankara a rejeté les critiques au nom de la «souveraineté», soulignant que les touristes pourront continuer de visiter cet édifice classé au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco. Le sort des mosaïques byzantines qui se trouvent à l'intérieur de Sainte-Sophie et qui étaient recouvertes de plâtre à l'époque ottomane préoccupe certains historiens. La Diyanet a affirmé qu'elles seraient dissimulées par des rideaux uniquement pendant la prière, l'islam interdisant les représentations figuratives. «Pas un seul clou ne sera planté», a assuré mercredi le chef de la Diyanet, Ali Erbas.

RECORDS DE NOUVELLES CONTAMINATIONS ET ÉROSION DU SOUTIEN AUX GOUVERNEMENTS

Le Covid-19 a tué 639 981 personnes dans le monde

LA FRANCE, où la circulation virale est en «nette augmentation» selon les autorités sanitaires, a rendu obligatoires les tests pour les voyageurs arrivant de 16 pays, dont les Etats-Unis et l'Algérie.

La pandémie de coronavirus continue de s'étendre, avec plus de 280.000 nouveaux cas quotidiens de contamination recensés vendredi, deux chiffres records qui entraînent de nouvelles restrictions dans le monde. Plus de 5 millions de nouveaux cas ont été officiellement déclarés depuis le 1er juillet, soit plus d'un tiers des cas détectés de Covid-19 depuis le début de la pandémie, fin décembre. En s'inscrivant dans la durée, l'épidémie qui a fait au moins 639.981 morts dans le monde, provoque une érosion du soutien des populations aux réponses de leurs gouvernements face à la crise, selon une étude internationale publiée hier par le cabinet KekstCNC. Seuls 35% des Britanniques sondés jugent ainsi positivement l'action du gouvernement (-3% par rapport à juin). Le soutien aux pouvoirs publics recule aussi aux Etats-Unis, avec 44% de mécontents (+4%) ou au Japon où plus d'un sondé sur deux (51%) estime que les autorités gèrent mal la crise. Les Français en revanche se montrent davantage satisfaits (+6 points) de l'action du gouvernement, même s'ils restent globalement mécontents à 41%. Contrôles de voyageurs en Europe, restrictions pour les étudiants étrangers aux Etats-Unis, ports de masques obligatoires: les mesures sanitaires contre l'épidémie de coronavirus reprennent de la vigueur.

Aux Etats-Unis, pays le plus endeuillé avec 145.546 décès liés au Covid-19, plus de 70.000 nouveaux cas ont encore été dénombrés vendredi, ainsi que 1.157 morts, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Le gouvernement de Donald Trump, qui, dans le contexte de la pandémie, a déjà suspendu la délivrance de visas, a ciblé ven-



L'UE a arrêté 10 mesures contre la pandémie

dredi les étudiants étrangers. Ceux-ci ne pourront plus entrer aux Etats-Unis si leurs cours sont en ligne, ce qui risque d'être le cas dans de multiples universités à cause du coronavirus. Le pays compte près d'un million d'étudiants étrangers. Dans ce pays, l'imposition du port du masque gagne aussi du terrain: le géant des fast-food McDonalds va obliger tous ses clients à en porter à partir du 1er août. En Europe, l'épidémie a tué 207.599 personnes pour plus de 3 millions de cas. «La récente résurgence de cas de Covid-19 dans certains pays après l'assouplissement des mesures de distanciation est certainement une cause d'inquiétude», a déclaré une porte-parole de la branche européenne de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Plusieurs pays de la région ont renforcé les contrôles des voyageurs. La France, où la circulation virale est en «nette augmentation» selon les autorités sanitaires, a rendu obligatoires les tests pour les voyageurs arrivant de 16 pays, dont les Etats-Unis et l'Algérie. Le Premier ministre Jean

Castex a recommandé aux Français d'«éviter» de se rendre en Catalogne, dans le nord-est de l'Espagne, où le gouvernement a ordonné vendredi la fermeture des discothèques et bars de nuit face à l'augmentation des infections. En Angleterre, l'obligation de porter le masque dans les magasins et les supermarchés est entrée en vigueur alors que piscines et salles de sport sont appelées à réouvrir samedi. La Corée du Sud a signalé samedi une recrudescence des cas de nouveau coronavirus, enregistrant son bilan le plus élevé en près de quatre mois, avec 113 nouveaux cas, dont 86 personnes arrivées de l'étranger. Le pays était en février le deuxième le plus touché par l'épidémie, après la Chine où elle était apparue. Mais les autorités sud-coréennes sont parvenues à maîtriser la situation au travers d'une stratégie très poussée de tests et de traçage des contacts des personnes infectées, sans imposer de confinement obligatoire.

Au Vietnam, les autorités ont annoncé samedi avoir détecté le premier cas de coro-

navirus localement transmis en près de 100 jours, dans un pays qui se targue de son succès apparent dans la lutte contre la pandémie avec zéro décès. Le championnat de foot chinois a lui repris samedi, après une interruption de cinq mois. Tête vers le sol, les joueurs ont respecté une minute symbolique de silence en hommage aux victimes de la pandémie, apparue à Wuhan au tournant de l'année. En Amérique latine, les annulations de festivités et d'événements sportifs se multiplient. Sao Paulo a décidé de reporter sine die son carnaval. La situation est particulièrement dramatique au Pérou, où le système sanitaire de la deuxième ville du pays, Arequipa, est totalement saturé. Des personnes infectées dorment dans des tentes devant les hôpitaux ou dans leurs voitures, dans l'espoir d'obtenir une place. Le Panama a quant à lui annoncé qu'il renonçait à organiser la Coupe du monde féminine de football des moins de 20 ans, qui devait avoir lieu début 2021, ainsi que les Jeux sportifs d'Amérique centrale et des Caraïbes de 2022.



MORT D'UN ALGÉRIEN EN BELGIQUE

Alger demande des explications à Bruxelles

L'Algérie a demandé aux autorités belges des informations «exhaustives et détaillées» sur les circonstances de la mort d'un jeune Algérien lors d'une interpellation par la police le 19 juillet à Anvers (nord de la Belgique). «Nous avons saisi officiellement les autorités (...) à l'effet d'obtenir, diligemment, des informations exhaustives et détaillées sur les circonstances exactes de l'arrestation et du décès» de Ridha Abderahmane Kadri, a déclaré vendredi M. Amar Belani à l'agence officielle APS. L'ambassade a demandé à être «informée des investigations en cours afin de (...) dissiper les zones d'ombre» sur les circonstances «suspectes et troubles» du décès, a précisé M. Belani. Jeudi, le ministère algérien des Affaires étrangères avait exigé que «toute la lumière soit faite» sur la mort de M. Kadri dont l'interpellation a été filmée. La vidéo circule sur les réseaux sociaux. Lundi, un porte-parole de la police d'Anvers avait indiqué que le jeune homme s'était comporté de façon agressive dans un café et «essayait de frapper des gens». Les policiers l'avaient alors mis à terre en lui passant des menottes, avant d'appeler les services de secours. A leur arrivée, 30 mn plus tard, il ne respirait plus, selon la même source. Les ambulanciers l'ont réanimé puis transporté dans un état critique à l'hôpital, où il est décédé. Une enquête a été ouverte. Sa mort a suscité des comparaisons avec celle de George Floyd, un Afro-Américain, décédé durant une arrestation par un policier blanc fin mai aux Etats-Unis, qui a déclenché une vague de protestation contre les violences policières.

SOUDAN

20 paysans tués par des hommes armés au Darfour

Des hommes armés ont tué au moins 20 personnes, dont deux femmes et des enfants, qui étaient retournés sur leurs terres au Darfour dans l'ouest du Soudan pour la première fois depuis des années, a affirmé, hier, un chef tribal. L'attaque survenue vendredi dans le Darfour-Sud a également fait un nombre indéterminé de blessés, a indiqué Ibrahim Ahmad, joint par téléphone depuis Khartoum. Le bilan des morts «risque de s'alourdir car certains blessés sont dans un état grave», a-t-il dit. Ces paysans, les propriétaires originaux de ces terres, avaient été autorisés à revenir, au terme d'un accord conclu il y a deux mois sous l'égide du gouvernement entre ces propriétaires et ceux qui s'y étaient installés durant le conflit au Darfour, selon le chef tribal. «Aussi beaucoup de familles sont venues pour cultiver leur terre. Mais vendredi, des hommes armés sont arrivés et ont ouvert le feu sur (les paysans), tuant vingt d'entre eux, dont deux femmes et des enfants», a-t-il ajouté. La tuerie a eu lieu dans le lieu-dit d'Aboudos, à 90 km au sud de Nyala, la capitale du Darfour-Sud. Le Darfour, où sévissent des groupes armés, est le théâtre de violences depuis près de 20 ans. En 2003, un conflit y a éclaté entre le régime à majorité arabe d'Omar el-Béchir, aujourd'hui déchu, et des insurgés issus de minorités ethniques s'estimant marginalisées, faisant plusieurs centaines de morts selon l'ONU.

GHANNOUCHI AFFRONTÉ JEUDI, AU PARLEMENT, UNE MOTION DE RETRAIT DE CONFIANCE

Un nouveau chef du gouvernement pour la Tunisie

■ CHAABANE BENSACI

Après une dizaine de jours d'attente et de tractations intra et inter-partisans, on attendait pour hier soir, à vingt heures, l'annonce du nouveau postulant au poste de chef du gouvernement, en remplacement d'Elyes Fakhfakh qui est, quant à lui, en butte à de sérieuses difficultés, au lendemain de la publication par la commission parlementaire chargée d'enquêter sur sa compromission dans les affaires d'un véritable réquisitoire dûment argumenté. Les échanges d'amabilités plus ou moins acides entre Fakhfakh et Ghannouchi ont nourri les derniers jours d'attente avant que le président tunisien Kaïs Saïed ne divulgue sur la page Facebook de Carthage l'identité du futur chef de l'Exécutif. Rached Ghannouchi, indifférent en apparence à la vague de contestation qui cible sa présence au perchoir de l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP), a déclaré, hier, que les éléments alignés par la commission d'enquête dans l'affaire des actions détenues par Elyas Fakhfakh au sein de plusieurs entreprises ayant bénéficié de contrats publics juteux devraient entraîner sa condamnation à la prison. Effet de manche ou avertissement à peu de frais ? Toujours

est-il que le président de l'ARP et néanmoins leader incontesté de la formation islamiste Ennahdha a affirmé, hier également, qu'il est prêt à affronter la motion de retrait de confiance présentée à son encontre par 73 députés sur les 1888 que compte le Parlement. Le vote de cette motion de censure doit avoir lieu jeudi prochain. « Il y a plusieurs défaillances dans cette motion [de retrait de confiance] et il aurait été facile de la refuser pour vice de forme, mais, par respect à la démocratie tunisienne et aux 73 députés signataires, et pour prouver que le chef du Parlement n'est pas venu ici par un coup d'Etat, mais grâce au résultat des urnes, j'ai décidé que je ne resterai pas une heure de plus sans la volonté des députés », a déclaré Ghannouchi, précisant que la réunion du bureau de l'ARP s'est déroulée en présence de tous ses membres (13 membres), et que « la motion a fait l'objet d'un consensus sans procéder à un vote pour la faire passer en séance plénière jeudi prochain ». Le chef de file d'Ennahdha a en outre insisté sur le fait qu'il a lui-même proposé de faire passer la motion en séance plénière et qu'il n'était pas inquiet par cette démarche qui permettra, selon lui, de réévaluer la confiance en sa présidence du Parlement. « Je n'ai pas débarqué sur un char mais j'ai été choisi par

mon parti et j'ai été élu au Parlement par des électeurs tunisiens et à la tête du Parlement par des députés », a-t-il martelé.

Pour ce qui est de l'annonce de Kaïs Saïed, les pronostics vont bon train mais s'accordent presque tous à mettre en avant les candidatures de Fadhel Abdelkefi et Khayem Turki, dont les noms sont le plus revenus sur les listes proposées par les dix principaux partis présents à l'ARP et, tout particulièrement, Ennahdha, Qalb Tounes, Al Karama et Tahya Tounes. Kefi avait déjà été envisagé avant la désignation d'Elyas Fakhfakh, en vertu de son expérience en qualité de ministre des Finances sous l'étiquette d'Ennahdha. Kaïs Saïed avait envoyé le 15 juillet dernier une correspondance à Rached Ghannouchi pour lui demander les listes proposées par les partis et blocs parlementaires dans les dix jours qui suivent. Les propositions faites, il appartient au chef de l'Etat tunisien de choisir le candidat qui lui paraît le plus enclin à bénéficier d'un large soutien au sein de l'ARP dans la prochaine mandature gouvernementale. Il faut dire que jamais la Tunisie n'aura connu autant d'incertitudes dans tous les domaines, la menace d'une dissolution de l'ARP étant un scénario redouté mais de plus en plus probable. C. B.

PORTRAIT DE YUCEF MERAHI

LE POÈTE QUI BRÛLERA LA MER

■ Youcef Merahi écrivait de la poésie sans se lasser et sans jamais songer passer à un autre genre, mais il a fini par s'abandonner à l'essai et au roman...

■ AOMAR MOHELLEBI

S'il y a bien un poète francophone dans la ville de Tizi Ouzou qui a traversé plusieurs décennies à abreuver les lecteurs de ses vers et de ses métaphores, c'est bel et bien Youcef Merahi.

À Tizi Ouzou, tout le monde le connaît, car c'est un enfant de la ville, il y a vécu depuis toujours et y vit encore. Il écume inlassablement les lieux culturels et les librairies. Là où la littérature se manifeste, Youcef Merahi surgit systématiquement.

L'écriture littéraire, il l'a dans le sang. Il écrit depuis toujours. Son premier amour dans l'univers des lettres et qu'il croyait être son unique amour, c'est la poésie. Pendant des décennies, Youcef Merahi écrivait de la poésie sans se lasser et sans jamais songer passer à un autre genre. Mais par la suite, Youcef Merahi a fini par trahir son premier amour en s'adonnant avec une égale passion à d'autres genres comme l'essai et le roman. Il a

même écrit un journal. C'est dire qu'en littérature, il ne faut jamais dire jamais.

Youcef Merahi, après avoir publié plusieurs recueils de poésie, notamment dans les années 1990, est passé au roman et à l'essai sans quitter son premier amour qui est la poésie.

De nombreux livres à son actif

Né en 1952, Youcef Merahi a eu un parcours scolaire des plus brillants l'ayant conduit à l'ENA (Ecole nationale d'administration) d'où il est sorti diplômé d'ailleurs. Son parcours professionnel trop chargé dans l'administration ne l'a pas empêché de s'adonner avec constance, fidélité et patience à sa passion.

Une passion de l'écriture qu'il partagea avec pas mal d'autres énarques algériens à l'instar de Ali Bedrici, Mohamed Nadhir Sebaâ ou encore le regretté Hamid Nacer Khodja qui était d'ailleurs son ami de longue date. Youcef Merahi a publié ses premiers poèmes dans plusieurs recueils dont « Le chemin de ma route », édité chez les éditions

« Aurassi » de Draâ Ben Khedda, que dirigeait à l'époque un autre écrivain, le regretté Boukhalfa Bittam. Malgré un contexte des plus difficiles, c'était au milieu des années 90, Youcef Merahi a investi la scène éditoriale en publiant à la fois trois recueils de poésie qui seront suivis par la suite par un journal et un essai sur le poète d'Oulkhout, Tahar Djaout.

Le livre de Merahi consacré à Djaout est symboliquement intitulé « Les raisons du cri ».

Youcef Merahi poursuit l'exploration des genres jusqu'à écrire des textes qui relèvent à la fois de la poésie que du roman comme « Harrouda » de Tahar Ben Jelloun que Youcef Merahi admire à l'instar de tant d'autres écrivains, lui qui est un grand lecteur dont la bibliothèque personnelle pourrait être classée patrimoine culturel national tant elle est riche et diversifiée.

Ecrire sur la vie

Depuis ses débuts, Youcef Merahi, le poète, le romancier et l'essayiste a publié de nombreux

livres dont un second sur Tahar Djaout, « Premiers pas journalistiques », puis des romans à connotation poétique comme « Et l'ombre assassine la lumière », « Oran échelle 31 », « Ephéméride de Kabylie », « Mots dire en kabyle », « Journal d'un Kabyle », « A rebours d'Oran », « Post-scriptum », « La pétaudière », « Je brûlerai la mer », « Le funambule »...

Prolifique, Youcef Merahi l'est. Mais combien de vers et de romans devrait-il écrire pour tout

dire, pour dépeindre l'indicible, raconter l'inénarrable? Il n'écrira jamais assez pour transformer en mots les mots qui rongent notre société et le monde dans lequel nous vivons et dont il fait partie. Mais Youcef Merahi continue tout de même d'écrire car la vie est synonyme d'écriture pour lui. Il compte raconter la ville de Tizi Ouzou à

laquelle il est attaché de manière viscérale dans un ouvrage collectif en associant d'autres plumes locales qui voient en la transformation de Tizi Ouzou une véritable agression caractérisée, mais inévitable car le temps fait toujours son travail. Et Youcef Merahi continue de faire le sien : écrire.

A. M.



EXPO VIRTUELLE AVEC L'AARC

Nariman Ghlamallah dévoile des œuvres singulières

L'artiste parle avec beaucoup de sincérité et de spontanéité de son art et d'un parcours de vie orienté d'abord vers les sciences.



L'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) accueille, dans le cadre de son programme virtuel, l'artiste plasticienne Nariman Ghlamallah qui dévoile un parcours atypique et une approche artistique basés sur l'émotion. Dans une vidéo mise en ligne mercredi dernier sur la page Facebook de l'Aarc, l'on découvre l'artiste plasticienne dans son atelier apportant les dernières retouches à l'une de ses toiles incarnant un enfant en costume traditionnel dans des couleurs très vives. Dans cette vidéo, disponible pour une semaine, l'artiste parle avec beaucoup de sincérité et de spontanéité de son art et d'un parcours de vie orienté d'abord vers les sciences. Titulaire d'un diplôme d'ingénieur en océanographie et d'un diplôme d'études supérieures en management, Nariman Ghlamallah a également suivi des études en stylisme, mais en dépit de tous ces « faux départs », comme elle le dit, le dessin a toujours été

présent dans sa vie puisque son père était artiste-peintre lui-même. Jugeant sa peinture trop libre, elle a fait le choix à un moment donné d'aller chercher la technicité en tant qu'auditrice libre aux Beaux-Arts d'Alger et en suivant quelques résidences, avant de décider de rendre visible et public son travail.

L'émotion dans la création

Evoquant son art, l'artiste explique que l'émotion est son principal moteur et que son inspiration elle la puise dans de vieilles photographies en noir et blanc, mais également de son environnement immédiat et de différents objets qui peuvent l'amener à travailler par thèmes, comme des chaussures, la valise, des chaises, des intérieurs intimistes, la femme. « Quand je prends un objet, je le décontextualise en le privant de son environnement narratif pour me l'approprier », précise-t-elle à ce propos. Par ailleurs, l'artiste parle de son « affection » particu-

lière pour le portrait, notamment le regard en tant que « miroir de l'âme ». Pour elle, le regard ne triche pas. L'art plastique étant très personnel, Nariman Ghlamallah revendique une peinture tout aussi « anxieuse et inquiétée » qu'elle de par la vitalité et l'énergie de ses coups de pinceau. Elle parle aussi de son besoin d'accompagner toujours ses œuvres de mots, voire, parfois, par une installation pour mieux expliquer et surtout pour faire passer le message et l'émotion au spectateur. La vidéo se termine sur une série de toiles, accompagnées de mots mettant en exergue la précision et la singularité du coup de pinceau de l'artiste.

La chaise, la femme et la terre

Des œuvres dédiées à la femme et à la douceur du foyer (l'intérieur) restituant le souvenir des jours d'antan, lorsque la femme algéroise avait un lien intime avec le lieu, le quotidien des foyers algériens avec leur décor raffiné de divers objets, lits et vaisselles, rivalisant avec l'élégance des maîtresses des lieux. Les couleurs choisies expriment les états d'âme des personnages des portraits, essentielle-

ment des femmes et des enfants, illustrant l'authenticité et l'esthétique de l'habit traditionnel. Dans la collection chaussures, c'est la dimension du temps qui est mise en avant, à travers la forme et la position de la chaussure, synonyme de déplacement et de voyages, parfois, mais aussi de la condition socioprofessionnelle. La valise, autre thème cher à l'artiste, est présentée béante sur toute une toile symbolisant le passé, les souvenirs ou le départ. Des valises accompagnant leurs propriétaires dans les moments de joie et de peine. Sur une autre toile, elles sont nombreuses, de différentes formes et couleurs, dans un pêle-mêle de désordre et de précipitation.

L'artiste évoque, en outre, la chaise, qui grince sous le poids des années de secrets de ceux qui sont partis. L'actualité n'est pas en reste des centres d'intérêt de l'artiste qui, dans un clin d'œil aux filles de Vermeer », reprise portant une bavette et aussi affairée à leur confection, plaide pour le port du masque « pour se protéger des maux de la terre », en l'occurrence la pandémie de Covid-19.



NIDHAL CHEMENGUI, RESPONSABLE ÉDITORIALE, DÉLÉGUÉE EN CHARGE DU E-MAG NO'O CULTURES ET EUSTACHE AGBOTON, COORDONNATEUR DU PROGRAMME NO'O CULTURES À L'EXPRESSION

«Mettre en avant notre culture africaine...»



Nidhal Chemengui

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
O. HIND

L'Expression : Tout d'abord pourriez-vous nous dire comment vous avez eu l'idée de lancer ce mag ?

Nidhal Chemengui : Mon collègue Eustache Agboton qui est un journaliste passionné de culture, a eu cette idée dans le cadre de tout un programme initié par l'Agence panafricaine d'ingénierie culturelle (Apic). Suite à notre rencontre, il m'a parlé de son idée de site, ensuite d'un magazine, j'ai tout de suite accepté l'aventure, surtout que je suis attachée à notre culture africaine dont sa promotion était une motivation

Eustache Agboton : Le magazine est une des trois composantes de la 1ère phase du programme No'o cultures dont l'objectif est d'améliorer les contenus sur les cultures africaines dans les médias, notamment sur Internet. Il complète le site panafricain d'informations culturelles que nous avons officiellement mis en ligne le 15 octobre 2019 à Bamako au Mali. L'idée est d'avoir un support qui propose des critiques des œuvres artistiques africaines, toutes disciplines confondues.

Pourquoi « panafricain

« et « spécialisé en critique d'art » ?

Nidhal : Tout d'abord, nous sommes africains, nés dans un continent bouillonnant de culture et d'art. Je pense qu'il est grand temps de s'intéresser aux relations, cultures, arts Sud-Sud afin de mettre en avant une richesse multicolore sur ce continent qui regorge d'artistes, passionnés et surtout de potentiel. Nous n'avons pas uniquement des pépites, mais des mines d'or en termes de culture et d'art. D'après notre observation de notre domaine, il y a plusieurs médias qui traitent de l'actualité, d'autres spécialisés et certains généralistes mais la critique reste un petit volet parmi tant d'autres. Nous avons alors choisi d'investir dans la critique d'art que ce soit par la première formation qui a eu lieu, le premier concours et la réalisation de ce magazine panafricain.

Eustache : Le magazine s'est spécialisé dans la critique d'art pour aussi valoriser cette fonction qui tend à être banalisée dans nos médias. Aujourd'hui, être journaliste critique d'art en Afrique ne signifie presque plus grand-chose alors qu'on est tous d'accord que c'est un maillon important pour le développement artistique. Les créateurs ont besoin que des professionnels portent un regard sur leurs créa-

Une première ! le samedi 25 juillet 2020, le 1er e-mag panafricain spécialisé en critique d'art sera disponible en ligne. En effet, dans le cadre du Programme No'o cultures, l'Agence panafricaine d'ingénierie culturelle (Apic) lance une revue électronique consacrée à la critique d'art. L'e-mag se propose de porter un regard critique sur les œuvres artistiques africaines. Il s'agit d'une revue de 64 pages prévue pour être diffusée tous les 4 mois. Pour en savoir plus, les deux responsables de cette revue digitale nous en parlent ici dans ce passionnant interview.

tions. Aujourd'hui, avec les réseaux sociaux, tout le monde donne des avis sur tout. Mais après, il est aussi important que le critique d'art, reconnu comme tel, puisse proposer une analyse constructive des œuvres. Donc, pour nous, il était logique, au regard de nos objectifs, de nous spécialiser. Surtout que nous avons aussi développé un cursus pour former une cinquantaine de critiques d'art dans toute l'Afrique.

Pourriez-vous aussi nous expliquer ce qu'est le programme « No'o Cultures » ?

Nidhal : Comme son nom l'indique, c'est tout un programme, il comporte plusieurs phases (site Web, formation, concours et magazine), mais au final chaque phase vient des autres. Former les journalistes à la critique grâce à des professionnels du même continent favorise le développement du transfert du savoir Sud/ Sud.

Eustache : Le programme No'o Cultures (Nord Ouest Cultures) est mis en œuvre par



Eustache Agboton

l'Agence panafricaine d'ingénierie culturelle (Apic) créée en 2017 et basée à Ouagadougou au Burkina Faso. Comme indiqué un peu plus haut, il s'agit de notre contribution à l'amélioration, tant sur la quantité que sur la qualité, des contenus sur les cultures africaines. C'est donc un programme panafricain. Il a été officiellement lancé le 14 novembre 2019 à l'institut Goethe de Ouagadougou. Pour sa première phase qui dure 3 ans, le programme met en œuvre trois composantes : la plateforme d'informations www.noocultures.info, le magazine électronique spécialisé en critique d'art et le cursus de formation de critiques d'art.

Qu'allons-nous retrouver donc dans ce mag (contenu) et comment va-t-il se décliner en termes de périodicité ?

Nidhal : Dans ce magazine, nous trouvons un voyage dans toute l'Afrique c'est-à-dire nous trouvons toujours une représentativité du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest en passant par le Centre. Le magazine compte 64 pages qui seront publiées chaque 4 mois avec la collaboration de critiques dans le domaine artistique.

Eustache : Nidhal a tout dit, ou presque. Il faut juste savoir

que c'est un véritable outil qui permet d'avoir une vue sur toute l'effervescence artistique du continent. Avec des critiques qui analysent, suggèrent pour au final participer à leur manière à la promotion de nos arts. C'est un challenge permanent.

Un mot sur l'équipe constituante de ce mag ? Est-elle composée de plusieurs nationalités africaines de façon à représenter la richesse du panafricanisme et ses régions dans le monde ?

Nidhal : L'équipe est constituée d'Africains, bien entendu, qui sont tous passionnés par la culture et l'art et qui travaillent dans ce domaine. Nous espérons que l'équipe sera enrichie par d'autres régions de l'Afrique afin de refléter toujours cette diversité.

Eustache : L'équipe compte des passionnés évidemment. Et chaque personne qui intervient sur cette composante se trouve emballée très vite par l'énergie des autres membres, tout ceci sous la conduite de Nidhal qui a su très tôt assimiler les enjeux. C'est le lieu de les remercier et de dire que nous restons une équipe jeune, ambitieuse et surtout ouverte à d'autres collaborations.

O.H.

LE MINISTÈRE DE LA CULTURE

Le chantier de la réforme du marché de l'art



Le ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a donné, jeudi au Palais de la culture (Alger), le coup d'envoi d'un chantier pour réformer

le marché des arts. « Le marché de l'art revêt une grande importance, car englobant plusieurs volets » a relevé la ministre, affirmant que ces chantiers s'inscri-

vent dans le cadre du « plan d'action du gouvernement qui insiste sur l'impératif de s'orienter vers l'efficacité économique dans divers secteurs ».

« Le lancement d'un chantier pour réformer le marché de l'art n'est pas une simple formalité », a-t-elle estimé, soulignant qu'il s'agit « d'une démarche sérieuse visant à trouver des solutions pratiques pour assurer à l'artiste la place qui lui sied d'une part et consacrer l'art dans la vie des Algériens d'autre part ».

« Le chantier aspire à créer une scène artistique saine, basée sur une réalité artistique solide et bien fondée et non sur des noms passagers », a-t-elle précisé.

La ministre a appelé, en outre, les membres du chantier à « la nécessité de placer la vision économique parmi les priorités et à engager une réflexion, voire une recherche sur les moyens et mécanismes susceptibles de stimuler le marché de l'art en Algérie et de permettre à l'artiste de respirer à nouveau, en veillant

à réhabiliter l'art dans l'espace public. Bendouda est revenue sur « l'isolement que vit l'artiste algérien, en raison de l'absence des mécanismes de promotion de ses œuvres et d'un circuit bien défini des travaux qu'il réalise », « engendrant inévitablement une situation précaire ».

« L'artiste doit être protégé car représentant une référence esthétique de la nation », a-t-elle ajouté, soulignant que « parmi les principaux problèmes de l'artiste, il y a lieu de citer l'absence de mécanismes de marketing et d'une presse culturelle spécialisée ».

Le chantier de réforme du marché de l'art plastique et cinématographique est supervisé par Hamza Djaballah, cadre du ministère de la Culture, et un groupe d'artistes et d'acteurs dans ce domaine, à l'instar de l'artiste Mohamed Rouane, le plasticien Karim Sergoua et la directrice du Musée national des beaux-arts, Dalila Orfali.

LE MAROC S'ATTAQUE À L'ALGÉRIE, SON PRÉSIDENT ET SON PEUPLE DANGEREUSE ESCALADE

CURIEUSEMENT, nous ne lisons jamais de critiques aussi acerbes contre Israël. Mais on a les fiertés qu'on peut. Quand on s'enorgueillit d'avoir 10 Marocains dans le nouveau gouvernement sioniste, on voit mal le régime monarchique refuser quelque chose à Israël.



BRAHIM TAKHEROUBT

Mais qu'est-ce qui justifie cette avalanche d'attaques médiatiques marocaines contre l'Algérie, contre son président, son peuple et son institution militaire ? Il est arrivé aux médias du royaume comme ce novice qui vient de s'acheter pour la première fois un marteau et voit partout des clous. Il y a une telle obsession, que tout ce qu'entreprend l'Algérie est passé au crible pour n'en recueillir que des actes d'hostilité envers le Maroc. Hier, dans un semblant d'enquête, un média on line, dont l'affiliation sioniste n'est pas à démontrer, se fend dans une diatribe insipide et sans saveur pour arriver à la conclusion qu'il s'est fixé à l'avance : «Le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, nomme ses proches aux différents postes de responsabilités en leur octroyant privilèges et pouvoirs dans la gestion des affaires de l'Etat.» Admirez l'investigation journalistique à travers le prisme émoussé du Makhzen. C'est maladif, le royaume sombre dans une dangereuse et irréversible paranoïa. Tenez-vous bien : quand le président Abdelmadjid Tebboune, soucieux de la souveraineté de son pays, exclut l'endettement extérieur, c'est clair «il poursuit sa politique hostile au Maroc». Quand l'Algérie lance un débat strictement



L'Algérie obsède le Makhzen

interne sur le rôle qu'elle entend souverainement donner à son institution militaire dans la nouvelle Constitution, c'est évident «L'Algérie se prépare à envahir le Maroc». Quand le chef de l'Etat exerce ses prérogatives en nommant des responsables militaires, c'est le cri d'orfraie «le président algérien nomme des généraux hostiles au Maroc». Et la liste des faits et gestes épiés puis grossis par le prisme du Makhzen est encore longue. Voilà comment on rend la monnaie à une main tendue par les officiels algériens envers le voisin marocain. S'exprimant, il y a à peine trois jours, sur la chaîne de télévision

Russia Today, le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum a indiqué que l'Algérie ne ferait aucun mal au Maroc et que le gouvernement algérien ne demandait que le respect de la part de la partie marocaine. «Nous souhaitons le meilleur pour le Maroc et aucun mal ne viendra de l'Algérie. Nous ne demandons que le respect», a-t-il assuré ajoutant que l'Algérie «ne va pas entrer dans les conflits de mots, d'insultes et de répliques. Vous n'allez pas entendre ça de notre part». Avec les mêmes mots rassurants et empreints d'amitié, le président Abdelmadjid Tebboune a exclu, le 4 juillet

dernier, toute nouvelle escalade entre les deux pays en affirmant que «la sagesse a toujours prévalu entre les deux pays». Ces mots d'apaisement, ces appels au pied pour des relations sereines sans boursoufflures inutiles ne contentent pas les dirigeants marocains. Les mots insidieusement lâchés par l'ancien consul du Maroc à Oran, Boutaher Aherdane, qui a qualifié l'Algérie de «pays ennemi», révèlent de fort belle manière cette obsession. Etouffé par l'ampleur de la crise, le Makhzen semble trouver son compte dans l'existence d'un ennemi extérieur. Un arsenal de sites gérés par des Marocains sont spécialement chargés de diffuser sur les réseaux sociaux toutes sortes de calomnies et de fake news sur l'Algérie et ses institutions. Curieusement, nous ne lisons jamais de critiques aussi acerbes contre Israël en train d'écraser les Palestiniens. Mais on a les fiertés qu'on peut. Quand on s'enorgueillit d'avoir 10 Marocains dans le nouveau gouvernement sioniste dont un ancien chef de l'armée israélienne, on voit mal le régime monarchique refuser quelque chose à Israël. Dans l'affaire, c'est le peuple marocain profondément hostile à une normalisation avec le sionisme qui trinque. L'exaspération de tout un peuple pris en otage commence à se faire sentir.

Les Marocains ne veulent plus du règne chaotique de Mohammed VI. Un roi qui défraie la chronique par ce mode de vie très controversé.

B.T.

DERNIÈRE HEURE

TEBBOUNE PRÉSIDENTA AUJOURD'HUI UN CONSEIL DES MINISTRES

Le chef de l'Etat présidera, aujourd'hui, par visioconférence, un Conseil des ministres destiné, notamment à l'examen de l'évolution des activités sectorielles, à la lumière de la nouvelle approche de relance socio-économique, a indiqué hier un communiqué de la présidence de la République. À l'ordre du jour de cette réunion, figurent nombre de points en relation avec le lancement et le développement des activités sectorielles dans le cadre de la nouvelle approche de relance socio-économique ainsi que l'examen des cahiers des charges relatifs à la réorganisation des activités industrielles. La réunion sera également l'occasion pour examiner un rapport d'évaluation des retombées socio-économiques du Covid-19 et l'évolution de la situation sanitaire dans le pays. Elle examinera aussi un projet d'ordonnance modifiant et complétant le Code pénal, visant à protéger le corps médical et les personnels de la santé, ainsi qu'un exposé sur les voies à même de les prémunir contre la pandémie, a indiqué la même source.

69 DÉCÈS PAR NOYADE DEPUIS LE 1^{er} JUIN 2020

Soixante-neuf cas de décès par noyade ont été enregistrés depuis le début de la saison estivale, a indiqué, hier, la Protection civile, dans un communiqué. Le nombre de personnes ayant perdu la vie noyées en mer et dans des réserves d'eau, s'élève à 69 depuis le 1^{er} juin 2020, précise-t-on. Dans ce cadre, la Protection civile fait état de trois cas de décès dans les réserves d'eau enregistrés durant les dernières 48 heures. Dans la wilaya de Sidi Bel Abbès, les corps sans vie de deux jeunes gens d'une même famille, âgés respectivement de 26 et 20 ans, ont été repêchés. Les deux victimes sont décédées noyées dans un barrage dénommé Sarnou au lieu-dit village Dalahim commune de Sidi Hamadouche, daïra de Ain El Berd. À Souk Ahras, un enfant âgé de neuf ans s'est noyé dans une mare d'eau, au lieu-dit Oued Melague, commune de Oued Kébir, dans la wilaya de Souk Ahras.

DES PERSONNES CÉLÉBRANT UN MARIAGE GAY ARRÊTÉES PAR LA GENDARMERIE

L'IMPENSABLE À CONSTANTINE

44 personnes ont été arrêtées par la Gendarmerie nationale dans un appartement à la nouvelle ville Ali-Mendjeli. Trop nombreux pour passer inaperçus, les individus en question se sont fait remarquer par le voisinage qui a vu dans leur comportement un peu trop festif, matière à soupçon. Il s'est avéré que ces personnes étaient en train de célébrer un «mariage» contre nature, aux dires des voisins qui ont alerté les services de sécurité. Arrivés sur place, les gendarmes ont d'abord entrepris de quadriller le bâtiment, avant de se présenter à la porte de l'appartement en question. Sur les lieux, les services de sécurité ont pu clairement constater que les 44 individus étaient en train de célébrer un événement. Le nécessaire d'une fête a été découvert dans l'appartement. Toutes les personnes ont été interpellées et conduites au poste de gendarmerie. Ils ne seraient pas tous de Constantine. Beaucoup sont venus d'Alger, de Annaba, Biskra et El Tarf. Tout le groupe sera présenté aujourd'hui devant la justice.

MISSION SUR LA MÉMOIRE DE LA COLONISATION ET DE LA GUERRE D'ALGÉRIE

Macron désigne Benjamin Stora

L'OBJECTIF est de «dresser un état des lieux juste et précis du chemin accompli en France» concernant la colonisation et la guerre d'Algérie, a annoncé l'Elysée.

MOHAMED TOUATI

L'Algérie et la France ont lancé le chantier de la question de la mémoire. Un long chemin qui doit être débroussaillé pour aboutir à l'apaisement. Une mission qui a été confiée, côté français, à l'historien Benjamin Stora. Tout un symbole pour l'enfant de Constantine, spécialiste attesté de l'Algérie, de son histoire, du Mouvement national et de la Guerre de Libération nationale. Un choix judicieux du chef de l'Etat français. Emmanuel Macron a reçu, vendredi dernier, l'historien Benjamin Stora et lui a confié une mission sur «la mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie», en vue de favoriser «la réconciliation entre les peuples français et algérien», a annoncé l'Elysée. Elle «permettra de dresser un état des lieux juste et précis du chemin accom-

pli en France sur la mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie, ainsi que du regard porté sur ces enjeux de part et d'autre de la Méditerranée», a expliqué la présidence. Ses conclusions sont attendues à la fin de l'année. «On ne peut jamais définitivement réconcilier des mémoires. Mais je crois qu'il faut avancer vers une relative paix des mémoires pour précisément affronter les défis de l'avenir, pour ne pas rester prisonniers tout le temps du passé parce que l'Algérie et la France ont besoin l'une de l'autre», avait plaidé Benjamin Stora, dans un entretien à Radio France Internationale, à la veille de la mission pour laquelle l'a désigné Emmanuel Macron. La question de la mémoire mine les relations entre la France et l'Algérie. Les deux pays ont en commun une histoire tragique : plus de 130 années d'une colonisation



Benjamin Stora

barbare que les Algériens ont dû subir, avant d'accéder à l'indépendance, après une Guerre de Libération nationale sanglante qui a duré plus de sept ans. Les

séquelles sont toujours présentes, des plaies qui ne se sont jamais cicatrisées. Le récent rapatriement des 24 crânes de chefs de la résistance à l'occupation française témoigne de ce passé douloureux, de la sauvagerie dont a fait preuve la France coloniale. Leur restitution par la France officielle, est considérée comme un premier geste qui tendrait vers l'apaisement. L'Algérie a porté son choix sur Abdelmadjid Chikhi, conseiller auprès de la présidence de la République, chargé des Archives nationales et de la Mémoire nationale, pour mener cette mission. Il est «le plus informé des dossiers devant être traités par les deux parties, particulièrement au vu de son expérience accumulée en occupant le poste de directeur général des Archives nationales», a souligné le président Abdelmadjid Tebboune.

M.T.